

DÉLIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTÉ
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITÉS

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



28
octobre
2022

Conseil départemental du Cantal
Réunion de la Commission Permanente

Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 28 Octobre 2022
Horaire: 09:00

CANTAL ATTRACTIF

22CP09-1 Rendez-vous étudiants 2022 - Aurillac

ANNEXE - Délibération

22CP09-2 Soutien aux sportifs engagés dans la préparation des Jeux
Olympiques Paris 2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention de partenariat

22CP09-3 Soutien aux AOP fromagères d'Auvergne - Attribution de
subventions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Liste des dossiers

22CP09-4 Projets fermiers de transformation à la ferme, d'ateliers col-
lectifs et de circuits courts - Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Liste des dossiers

22CP09-5 Convention de partenariat 2022 entre le Conseil départemental du Cantal et le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CP09-6 Utilisation des installations sportives couvertes, des centres aquatiques et du stade d'athlétisme Marie-José PEREC - Année scolaire 2021-2022

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau récapitulatif

22CP09-7 Travaux d'investissement dans les collèges privés - Programme 2022

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Programme 2022

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

22CP09-8 Convention pour la réalisation de prestation de déneigement, fauchage et débroussaillage sur une voie communale - Commune de Quézac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CP09-9 Routes départementales n°120 et n°922 - Contournement ouest d'Aurillac - Préfinancement d'une propriété mise en vente par la SAFER

ANNEXE - Délibération

22CP09-10 Route départementale n°19 - Aménagement de la traverse du bourg de Quézac - Commune de Quézac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CP09-11 Transfert de domanialité de délaissés des routes départementales n° 20 et n° 45 - Commune de Marcolès

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Plan

ANNEXE - 2-Délibération Cmne Marcolès

22CP09-12 Transfert de domanialité d'un délaissé de la route départementale n° 990 - Commune de Pierrefort

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Délibération Pierrefort

ANNEXE - 2-Plan de situation

ANNEXE - 3-Plan cession

22CP09-13 Aménagement de la route départementale n° 151 - Commune de Leynhac - Déclassement et cession au profit de tiers

ANNEXE - Délibération

22CP09-14 Route départementale n°105 - Aménagement entre Chalignac et le Barrage de l'Aigle

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Plan de situation

ANNEXE - 2-Photos

22CP09-15 Aménagement des routes départementales n°38 et n°42 - Communes de Sourniac et Saint-Santin-Cantalès - Acquisitions de terrains nécessaires - Pas de DUP (article 1042)

ANNEXE - Délibération

22CP09-16 Aménagement de la route départementale n°42 - Commune de Saint-Santin-Cantalès - Acquisitions de terrains nécessaires - Pas de DUP (article 1042)

ANNEXE - Délibération

22CP09-17 Aménagement de la route départementale n°42 - Commune de Saint-Santin-Cantalès - Indemnisation de fermiers

ANNEXE - Délibération

22CP09-18 Aménagement de la route départementale n°244 - Commune de Bonnac - Acquisition de terrains nécessaire - Pas de DUP (article 1042)

ANNEXE - Délibération

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

22CP09-19 Attribution de subventions au titre de la politique de prévention et de l'inadaptation sociale

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention ANEF

22CP09-20 Demande de subventions du Fond Départemental d'Aide aux Jeunes (FDAJ)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Règlement intérieur

22CP09-21 Appel à projets "Assistance technique REACT EU 2022"

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Appel à projets

22CP09-22 Avenant n° 1 - Convention cadre triennale de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et l'Association Unis-Cités Auvergne-Rhône-Alpes

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

22CP09-23 Restauration : Attribution d'une subvention exceptionnelle au collège Georges Bataille de Riom-ès-Montagnes

ANNEXE - Délibération

22CP09-24 Equipement en commun des agriculteurs - Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Liste des dossiers

22CP09-25 Programme Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Communauté de communes du Pays de Salers

ANNEXE - Délibération

22CP09-26 Programme Petites Villes de Demain - Attribution et annulation de subvention à la Commune de Mauriac

ANNEXE - Délibération

22CP09-27 Programmation complémentaire FCA+ 2022

ANNEXE - Délibération

22CP09-28 Fonds Cantal Animation

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

22CP09-29 Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

CANTAL INNOVANT

22CP09-30 Investissements liés à la diversification agricole - Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Liste des dossiers

CANTAL RESPONSABLE

22CP09-31 Développement de l'Agriculture Biologique - Subvention à l'Association BIO 15

ANNEXE - Délibération

ADMINISTRATION GENERALE

22CP09-32 Collèges : répartition de la dotation de fonctionnement pour l'année 2023

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Critères

ANNEXE - 2-Répartition

22CP09-33 Prélèvements sur le budget restauration des collèges publics

ANNEXE - Délibération

22CP09-34 Fonds commun des Services d'Hébergement

ANNEXE - Délibération

22CP09-35 Tarifs de restauration des collèges publics pour l'année 2023

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tarifs 2023

22CP09-36 Collège public du Val de Cère de Laroquebrou - Modification des limites séparatives

ANNEXE - Délibération

22CP09-37 Garantie d'emprunt présentée par l'office public de l'habitat du Cantal - Cantal Habitat - 1 505 000 euros - Réhabilitation de 156 logements situés Cité de Canteloube à Aurillac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Contrat d'emprunt

ANNEXE - Convention

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-1

Rendez-vous étudiants 2022 - Aurillac

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAÏDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAÏZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

*Monsieur Pierre MATHONIER se retire et ne participe pas au vote.
Par 29 voix pour*

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD06-05 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de la jeunesse et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre du programme et des crédits afférents ;

- **ATTRIBUE** à la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac dans le cadre des "Rendez-vous étudiants 2022" une aide financière de 5 000 €.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 65734 fonction 33 du budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-2

Soutien aux sportifs engagés dans la préparation des Jeux Olympiques Paris 2024

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 22CD03-13 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 adoptant le Contrat Sport Cantal 2022-2028 et donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des modalités de mises en oeuvre de toute nouvelle action ;

- **DECIDE** d'attribuer une subvention de 3 000 € par an pendant 3 ans à M V pour sa préparation aux Jeux Olympiques de Paris 2024.

- **VALIDE** dans ce cadre la convention de partenariat à intervenir dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET MARJORIE VEYSSIERE
2022-2023-2024**

ENTRE D'UNE PART :

Le Département du Cantal, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° 22CP08-XX de la Commission Permanente du 28 octobre 2022,
Ci-après désigné « Le Département » ;

ET D'AUTRE PART :

Marjorie VEYSSIERE

50 avenue Marx Dormoy 63 000 CLERMONT FERRAND,
5^{ème} aux championnats du monde en relais 4x400m aux Etats Unis en juillet 2022
ci-après désigné par « le bénéficiaire »,

Vu le Contrat Sport Cantal 2022 – 2028 ;

Vu le projet sportif du bénéficiaire dans la perspective d'une participation aux Jeux Olympiques 2024 à Paris ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre ainsi que les modalités de l'engagement réciproque entre le Département et le bénéficiaire dans le cadre d'une part, de la labellisation du Département du Cantal Terres de Jeux 2024 et d'autre part, du projet sportif du bénéficiaire en vue d'une participation aux Jeux Olympiques 2024 à Paris.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage, à soutenir le bénéficiaire par le versement d'une subvention annuelle d'un montant de 3 000 € jusqu'à l'année de tenue des Jeux Olympiques à Paris, soit 2024.

La subvention sera versée chaque année en fin de saison sportive sur présentation d'un bilan sportif.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

- 1) Faire état du soutien du Département lors des différentes manifestations ou compétitions auxquelles il participe ;
- 2) Faire figurer le nom et/ou le logo officiel du Conseil départemental et/ou le logo Cantal Auvergne sur l'ensemble de ses supports de communication dont les réseaux sociaux ;
- 3) Participer aux actions portées par le Conseil départemental en faveur de la jeunesse selon un calendrier défini conjointement comme (liste non exhaustive) :
 - participation aux étapes du Cantal Tour Sport,
 - participation aux animations proposées dans les collèges autour du label Terres de Jeux 2024 et au titre du partenariat avec la Fédération Française d'Athlétisme,
 - participer à toute autre manifestation en relation avec les jeunes.
- 4) Autoriser le Conseil départemental à utiliser librement, à des fins institutionnelles, les images photo et/ou vidéo produites par le bénéficiaire lui-même ou par un prestataire dûment habilité ;
- 5) Adresser au Département des photographies, articles et dossier de presse faisant apparaître les témoignages de l'engagement de celui-ci ;

De même, le bénéficiaire s'engage à :

- faire partager les différentes étapes de sa préparation aux JO afin que les cantaliens puissent suivre son évolution (photos, articles, commentaires... qui seront relayés sur les réseaux de communication du Conseil départemental),
- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de son objectif,
- utiliser la subvention versée par le Département au seul objet de l'article 1,
- produire chaque année le bilan de sa saison sportive.

Les justificatifs seront transmis par le bénéficiaire à l'adresse suivante :

Monsieur le Président du Conseil départemental du Cantal, 28, avenue Gambetta, 15015 Aurillac Cedex, à l'attention du *Service jeunesse, vie associative et sport* ou par mail à l'adresse suivante : nlheritier@cantal.fr

ARTICLE 4 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification dans l'objet de la présente convention ou de son contenu devra être formalisée par un avenant à la présente convention.

ARTICLE 5– DUREE DE LA CONVENTION – RESILIATION

La présente convention prendra effet dès sa signature et ce jusqu'au 31 décembre 2024.
En cas de non-respect, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Dans le cas où le bénéficiaire, pour des raisons lui appartenant, renonçait à son projet tel qu'il est défini en article 1, la présente convention serait résiliée de plein droit, le bénéficiaire s'engageant à rembourser les sommes déjà perçues.

Fait à Aurillac, en deux exemplaires originaux, le

**Le Président du Conseil départemental du
Cantal**

Le bénéficiaire

Bruno FAURE

Marjorie VEYSSIERE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-3

Soutien aux AOP fromagères d'Auvergne - Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°1511 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016 approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°17CP08-09 de la Commission Permanente du 27 octobre 2017 adoptant le dispositif en faveur du soutien des AOP fromagères d'Auvergne ;

Vu la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2021 en faveur de l'agriculture ;

Vu les dossiers sélectionnés par la consultation écrite du Comité de sélection Feader du 14 septembre 2022 ;

- **DECIDE** d'accorder des subventions à 2 Syndicats interprofessionnels pour un montant total de 7 500 € pour les actions de promotion et de communication des AOP fromagères selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération.

Ces subventions relèvent du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader).

Le montant des dépenses ainsi engagées qui s'élève à 7 500 € sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574, fonction 928 du Budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE

Bénéficiaires	Intitulé de l'action	Taux global	Assiette retenue Feader (en €)	Subvention totale (en €)	Part Feader (en €)	Autres financeurs publics (en €)	Subvention CD63 (en €)	Subvention Région (en €)	Subvention CD15 (en €)
Syndicat Interprofessionnel de la Fourme d'Amber VETAGRO SUP 89 Avenue de l'Europe 63370 LEMPEDES	Programme de promotion et communication 2022	60%	299 967,73	179 980,63	113 387,78	19 500,00	10 000,00	34 092,85	3 000,00
Syndicat Interprofessionnel du Saint-Nectaire 2 Route des Fraux 63610 BESSE EN CHANDESSE	Programme de promotion et communication 2022	60%	298 800,00	179 280,00	112 946,39	-	15 000,00	46 833,61	4 500,00
TOTAL			598 767,73	359 260,63	226 334,17	19 500,00	25 000,00	80 926,46	7 500,00

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-4

**Projets fermiers de transformation à la ferme, d'ateliers collectifs et de circuits courts -
Attribution de subventions**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAÏDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAÏZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°1511 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016 approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°17CP02-12 de la Commission Permanente du 17 février 2017, adoptant le dispositif en faveur des projets fermiers de transformation à la ferme, d'ateliers collectifs et de circuits courts ;

Vu la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2022 en faveur de l'agriculture ;

Vu les dossiers sélectionnés par le Comité de sélection FEADER du 13 septembre 2022 ;

- **DECIDE** d'accorder des subventions à 16 producteurs pour un montant total de 142 724,87 € pour la réalisation de projets fermiers de transformation selon les conditions définies en annexe de la présente délibération.

Ces subventions relèvent du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader).

Le montant des dépenses ainsi engagées qui s'élève à 142 724,87 € sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 20422, fonction 928 du Budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANIDE

Nom ou Raison sociale	Adresse	CP	Commune	Intitulé de l'opération	Date de début d'opération des dépenses	Taux	Coût total (en €)	Assise retenue Ffader (en €)	Montant total des aides (en €)	Perf Fader (en €)	Subvention Région	Assise éligible CDS	Taux CDS*	Subvention CDS
Salsation LAVAURS	La vignoble	15600	MONTJURAT	Isolation de la cave et création d'un point de vente	14/10/2021	40%	27 117,53	11 950,49	4 780,19	3 011,51	884,35	11 950,49	7,40%	884,33
GAC BAGUET	Le Soul	15500	VELLESFRESSE	Achat d'un pasteurisateur crème cuite	27/04/2022	40%	23 000,00	23 000,00	9 200,00	5 796,00	1 702,00	23 000,00	7,40%	1 702,00
GAC FERME DES NOYER	Zroute au Pont de Rouffel - Central Perleot	15140	SANT-MARTIN-CANTALES	Création d'un atelier de fabrication fromagère	30/05/2022	40%	198 878,11	198 878,11	79 951,24	50 389,27	14 790,99	190 000,00	8,96%	14 790,98
GAC BUCHON DELPIECH	Lozargues	15100	ROFFIAC	Création d'un atelier de transformation de produits laitiers	28/04/2022	38%	216 341,37	200 000,00	75 000,00	47 249,99	13 975,01	150 000,00	9,25%	13 975,00
Jean MAURY	9 rue Saint-Laurent	15150	ARNAC	Atelier de transformation fromagère	09/05/2022	40%	158 600,36	155 382,66	62 157,06	39 158,84	11 499,06	150 000,00	7,67%	11 499,06
GAC DE LA MAISON ROUGE	La Maison Rouge	15220	VITRAC	Création d'une activité de boulangerie à la ferme	09/05/2022	40%	140 600,79	98 102,25	39 240,90	24 721,75	7 259,58	98 102,25	7,40%	7 259,57
Mylène TOLLIE	14 route du Chénier - Encoisabel	15600	BOISSET	Aménagement de la fromagerie	25/05/2022	40%	17 461,00	17 461,00	6 944,40	4 400,16	1 292,12	17 461,00	7,40%	1 292,12
BARL AURAK NATURE	3 rue des Bertières Aurac	15320	VAL-D'ARCOIME	Achat d'une armoire et construction d'un atelier à PPMAI	30/05/2022	40%	57 058,89	57 093,89	22 837,55	14 387,64	4 224,96	57 093,89	7,40%	4 224,95
GAC LA FERME DU JARRY	Le Jarry	15400	PAUJAC	Création d'une cave d'affinage	30/05/2022	40%	194 792,88	194 792,88	77 917,15	49 087,79	14 144,68	190 000,00	8,61%	14 144,68
GAC DES HOLSTENS	Les Mollières	15190	LIGARDE	Atelier de transformation fromagère	30/05/2022	40%	165 626,58	165 626,58	66 250,63	41 737,88	12 256,38	150 000,00	8,17%	12 256,37
GAC DU BOIS D'ALDY	Oreyssac	15400	MENET	Atelier de fabrication fromagère	30/05/2022	40%	201 527,26	193 732,24	77 462,89	48 820,51	14 336,19	150 000,00	9,96%	14 336,19
GAC CLES DUJAINES	Rencoupet	15160	LANDRYAT	Achat d'une rouleuse	01/06/2022	40%	39 990,00	30 950,00	12 380,00	7 799,40	2 390,30	30 950,00	7,40%	2 390,30
GAC PRUNET	Le Bourg	15800	PAUHEROLS	Aménagement d'une fromagerie avec cave d'affinage	01/06/2022	40%	183 767,63	183 787,63	73 515,02	46 314,45	13 600,29	150 000,00	9,07%	13 600,28
BARL ROLLAND	Chavillac	15100	SANT-GEORGES	Création d'un centre d'emballage fromages	25/05/2022	40%	34 446,50	34 446,50	13 778,60	8 680,51	2 549,05	34 446,50	7,40%	2 549,04
BARL LA FERME PRADEL	Sivencac-Neusargues Morsac	15170	NEUSARGUES EN PANTELLE	Aménagement d'un atelier de transformation fromagère	31/06/2022	40%	211 618,51	200 000,00	79 999,99	50 399,98	14 800,01	150 000,00	9,87%	14 800,00
SCFA CALDAYROUX	18 chemin de Labougans	15130	APPARON-SUR-CEPE	Aménagement atelier pores charcoliers	01/06/2022	35%	243 940,31	200 000,00	70 000,00	44 099,99	12 950,01	150 000,00	8,63%	12 950,00
TOTAL							2 904 783,32	1 966 214,23	771 463,62	486 035,77	142 744,98	1 623 064,13		142 744,97

* Variation du taux d'intervention départemental afin de respecter le taux fixe d'aides publiques de la mesure 4.2.2 (a) Ffader « Aide aux projets de transformation à la ferme, d'ateliers collectifs et de circuits courts » compte tenu des aides apportées

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-5

**Convention de partenariat 2022 entre le Conseil départemental du Cantal et le Comité
Départemental de la Randonnée Pédestre**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération du Conseil Général du 27 juin 1995 adoptant le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée ;

Vu la délibération n° 19CD01-08 du Conseil départemental du 29 mars 2019 validant le Schéma du Tourisme du Cantal 2019-2022 ;

Vu la délibération n° 21CD06-03 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 validant le budget et le programme de soutien en faveur du tourisme et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents ;

Vu l'avis favorable de la Commission Tourisme du 5 septembre 2022 ;

- **ADOpte** la convention de partenariat 2022 ainsi que son annexe jointe à la présente délibération entre le Conseil départemental du Cantal et le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

- **ATTRIBUE** au Comité Départemental de la Randonnée Pédestre, conformément à la convention de partenariat 2022, une subvention globale d'un montant de 5 000 € pour assurer le suivi des missions d'ordre général et garantir l'entretien des sentiers de grande randonnée d'intérêt départemental labellisés GR® et GRP®.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Convention de Partenariat entre Le Conseil départemental du Cantal et le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre

Année 2022

ENTRE

Le Conseil départemental du Cantal, 28, Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé et agissant par délibération de la Commission Permanente en date du 28 octobre 2022,

Ci-après dénommé Le Département,

Et

Le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Cantal, représenté par son Président Monsieur Pierre WILDEMAN - Siège Maison Départementale des Sports, 130, avenue du Général Leclerc - 15000 AURILLAC,

Ci-après dénommé CDRP,

Vu la délibération du Conseil Général en date du 27 juin 1995 adoptant le projet de Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée,

Vu la délibération du Conseil départemental du Cantal n°21CD06-03 en date du 14 décembre 2021 approuvant le budget 2022 et plus particulièrement la section dévolue au développement du Tourisme,

Vu la délibération n°22CP08-xx de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du 28 octobre 2022 approuvant la présente convention,

PRÉAMBULE :

Le Département se voit confier par l'article L 361-1 du code de l'environnement, la compétence pour établir le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR), afin de protéger les sentiers qui y sont inscrits et favoriser la découverte des sites naturels et des paysages ruraux en développant la pratique de la randonnée.

Le CDRP du Cantal a pour objet, en tant que représentant de la Fédération Française de la Randonnée (FFR), le développement de la randonnée pédestre dans le Cantal, tant pour sa pratique sportive que pour la découverte et la sauvegarde de l'environnement, le tourisme et les loisirs.

Il assure notamment la gestion des itinéraires appelés GR® et GRP® homologués par la FFR et est habilité par cette dernière à mettre en œuvre et faire respecter les marques de balisages GR®, GRP® et PR® que la Fédération a déposées à l'Institut National de la Propriété Industrielle.

Il dispose d'un réseau de baliseurs bénévoles expérimentés, formés et respectueux de la charte officielle du balisage et de la signalisation.

Il contribue en accord avec le Département, dans le cadre de la politique départementale en faveur de la randonnée, à la valorisation de l'itinérance par la création, la réhabilitation et l'entretien des GR® et GRP®.

Sont exclus de ce partenariat les itinéraires de petite randonnée pédestre dont la structuration et la mise en œuvre ont été confiées aux collectivités locales en lien avec d'autres opérateurs spécialisés professionnels ou associatifs.

Il participe à la sensibilisation des collectivités à la démarche du PDIPR et à la pérennisation des GR® et GRP® ainsi qu'à la promotion du département du Cantal.

Au titre de membre de la Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires (CDESI), désigné par le Comité Départemental Olympique et Sportif (CDOS), le CDRP émet un avis technique sur l'ensemble des dossiers examinés.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de préciser les objectifs du partenariat avec le CDRP du Cantal et définir les modalités d'attribution de l'aide du Département à ce Comité en lien avec le dispositif développé dans le cadre de la Charte du Sport.

Ce partenariat s'appuie sur le rôle du CDRP du Cantal dans la mise en œuvre de l'itinérance dans le département du Cantal à travers le réseau des GR® et GRP® inscrits ou en cours d'inscription sur le PDIPR et dont le linéaire hors superpositions représente 660 km.

Un niveau de qualité constant de l'infrastructure existante est donc à rechercher et à prioriser.

Les itinéraires concernés sont les suivants :

- GR®30,
- GR®4,
- GR®41,
- GR®400,
- GR®465,
- GRP® de Saint-Flour boucle de la Truyère,
- GRP® de Saint-Flour boucle de la Margeride,
- GRP® de Saint-Flour boucle de la Planèze,
- GR®652,
- GRP® du Tour de l'Aubrac,
- GRP® Lo Camin d'Olt,
- Variantes.

Article 2 : ENGAGEMENTS DU CDRP DU CANTAL

Le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Cantal s'engage à :

- Respecter l'ensemble des missions détaillées dans l'annexe jointe,
- Rechercher en permanence une complémentarité d'objectifs, d'actions et de moyens avec la politique départementale en matière d'itinéraires de grande randonnée pédestre,
- Mettre en place un suivi des missions effectuées en nombre de kilomètres parcourus et informer le Département deux fois par an de l'état d'avancement des missions visées dans l'annexe.

Article 3 : OBLIGATIONS DU CDRP DU CANTAL

Le CDRP du Cantal s'engage à utiliser la subvention conformément à son objet.

Précisément, il prend acte :

1°) Qu'il lui appartient notamment :

- De respecter l'interdiction de tout reversement de la subvention octroyée par le Département.

2°) Qu'il est tenu de communiquer au Département avant le 30 avril de l'année suivante :

- Une copie certifiée par le Président du CDRP de ses budget et comptes de l'exercice écoulé au titre de l'article L.1611-4 du CGCT,
- Le bilan certifié conforme par le Président du CDRP du dernier exercice connu si la subvention est supérieure à 75 000 € ou représente plus de 50 % de son budget conformément aux articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT,
- Au cours du dernier trimestre de l'exercice en cours, un compte rendu d'activités conformément à l'article L.1611-4 du CGCT,

Les activités du CDRP du Cantal étant placées sous sa responsabilité exclusive, celui-ci devra souscrire tout contrat d'assurance sans que la responsabilité du Conseil Départemental puisse être engagée.

Article 4 : ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT

Considérant l'intérêt départemental des actions décrites dans l'annexe à la convention, le Département participe financièrement à leurs réalisations en octroyant au CDRP une subvention déclinée en plusieurs aides assises sur les bases suivantes :

1°) Missions d'ordre général (points 1 - 2 - 3 - 5 - 6 - 7 et 8 de l'annexe)

La contribution du Département est fixée à 1 000 € pour l'année de la présente convention (2022).

2°) Entretien* et balisage des GR® et GRP® (point 4 de l'annexe) :

- aide au taux de 40 % d'une dépense plafonnée à 50 € par km, soit 20 € par km entretenu, dans la limite de 4 000 € TTC pour l'année de la présente convention (2022). Ces coûts incluent les frais de déplacements, les paniers repas des bénévoles, le petit matériel nécessaire à la bonne exécution de la mission ainsi que l'encadrement technique.

* Il est convenu que le terme « entretien » s'entend comme une opération de débroussaillage léger qui vise notamment à dégager les marques de balisage cachées par la pousse de la végétation. Le terme de balisage désigne la mise en œuvre ou la remise en état des marques de peinture (nouvelles marques ou rafraichissement).

Article 5 : MODALITES DE VERSEMENT DES AIDES DEFINIES CI-DESSUS

Les aides relatives aux missions d'ordre général et d'entretien des GR® et des GRP® dont le montant global est plafonné à 5 000 € TTC pour la durée de la présente convention (2022) seront versées selon l'échéancier suivant :

- 35 % du montant de la subvention à la signature de la convention, soit 1 750 €, puis 65 % de la subvention l'année n+1.
- Le solde de la subvention, soit 3 250 €, sera versé l'année n+1 après production par le CDRP du Cantal d'un bilan des activités réalisées pour l'année écoulée accompagné de toutes les pièces justificatives détaillées (attestation sur l'honneur, récapitulatif des dépenses engagées certifiées par le Président du CDRP, rapport de terrain localisant les actions menées sur cartographie complété de photos, nombre de journées terrain effectuées, comptes rendus de réunions indiquant la présence du CDRP...) permettant d'attester de la réalisation complète des objectifs visés dans l'annexe et de rendre compte d'une manière précise de l'utilisation des fonds départementaux.

Le CDRP tiendra à disposition sur simple demande du Département l'ensemble des justificatifs liés aux actions.

NB : Si les dépenses réalisées n'atteignent pas le coût prévisionnel des opérations, les aides sont versées au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

Article 6 : COMMUNICATION

Le CDRP du Cantal s'engage à assurer la promotion de la participation du Département à ses actions. Pour cela il fera apparaître la mention « opération réalisée avec la participation du département du Cantal » ou le logo du Département de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés édités pendant la durée de la convention ainsi que sur le site Internet du CDRP du Cantal.

Article 7 : DUREE ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de l'exercice 2022.

Article 8 : ANNEXE

L'annexe relative aux actions menées par le CDRP fait partie intégrante de la présente convention.

Article 9 : MODIFICATION

Toute modification du programme d'actions prédéfini dans l'annexe devra recueillir l'avis favorable des signataires et faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 10 : RESILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis ni indemnité, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité du CDRP du Cantal.

La résiliation s'appliquera immédiatement et de plein droit si, un mois après commandement demeuré infructueux du Département, le CDRP du Cantal ne remplit pas les obligations lui incombant au terme de la présente convention.

Annexe à la Convention de Partenariat entre Le Conseil départemental du Cantal et le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre Année 2022

DEFINITION DU PARTENARIAT

Ce partenariat vise la mise en œuvre des actions suivantes par le CDRP du Cantal :

1 L'étude et la mise en œuvre de nouveaux itinéraires GR® et GRP® sur des zones particulièrement déficitaires ou de modification d'itinéraires :

La démarche de création s'appuiera en amont sur la base d'une étude partagée faisant notamment apparaître l'intérêt clairement identifié ainsi que les bénéfices attendus pour les territoires impactés. La démarche de modification permettra d'améliorer la qualité des tracés existants au regard des nouvelles opportunités ou contraintes de terrain.

La création ou la modification de GR® et GRP® pourra notamment résulter,

- d'une proposition du Département,
- d'une demande d'un groupement de communes afin notamment de garantir la continuité du tracé,
- d'une initiative du CDRP avec principal objectif à terme d'une inscription au PDIPR.

2 La vérification du statut juridique des GR® et GRP® à créer ou existants et la contribution à la mise à jour des données cadastrales :

Le CDRP du Cantal, en lien avec la Mission Randonnée du Département, garantit la mise à jour cadastrale des GR® et GRP® en s'assurant notamment de leur ouverture au public. Il est rappelé que le passage du public sur des propriétés privées nécessitera la mise en œuvre de conventions de passage tel que défini à l'article L361-1 du code de l'environnement.

A cet effet, le Département s'engage à mettre à disposition du CDRP du Cantal les documents ou moyens nécessaires grâce notamment à la consultation du SIG Départemental pour laquelle une convention est en cours.

La collectivité apportera également des éléments tels que des modèles de délibérations, de conventions, l'édition de cartes thématiques, la possibilité d'identifier les propriétaires privés en consultant la base cadastrale.

3 La vérification périodique des itinéraires inscrits ou en cours d'inscription portant sur la conformité du tracé avec les cartes, les descriptifs des topoguides ou autres supports de communication, la conformité du balisage à la charte de balisage nationale, la qualité environnementale de l'itinéraire :

Cette mission doit aboutir à la mise en œuvre d'une base de données géo-référencée des tracés ainsi que du mobilier observé selon un cahier des charges disponible auprès de la Mission Randonnée du Conseil départemental. Cette base de données qualifiée permettra d'alimenter et d'enrichir la base de données du SIG départemental.

4 Le balisage des GR® et GRP® conformément à la charte officielle du balisage de la FFR ainsi que l'entretien courant de ces tracés :

Cette opération d'entretien consiste en la vérification de l'état des marques de peinture et de la viabilité des sentiers, et, en cas de besoin, au débroussaillage léger de la végétation susceptible d'encombrer le passage ainsi qu'à la réfection du balisage.

Les marques de balisage intégrées par gravure dans les panneaux directionnels de la charte signalétique départementale respecteront les dimensions de ladite charte.

Sur la durée de cette convention, l'entretien et le balisage du réseau de GR® et GRP® ainsi que des variantes est à prioriser, soit un linéaire hors superpositions de 660 km.

5 La veille sur les itinéraires GR® et GRP® :

Cette action s'effectue via le réseau éco-veille®. Elle doit permettre la mise en place de propositions d'actions correctives afin d'assurer la sécurité des randonneurs et préserver la qualité environnementale des chemins empruntés.

6 La participation active du CDRP, en tant que maître d'œuvre ou maître d'ouvrage, à tout évènement contribuant à l'animation de la randonnée dans le Cantal :

- Par la mobilisation d'un public le plus large possible (diversité des publics) dans le cadre d'opérations de promotion de la randonnée sur les GR® et GRP®,
- Par la participation du comité à des animations autour de la randonnée permettant de faire la promotion des GR®, des GRP® et de la randonnée pédestre en général. Le CDRP pourra participer à des évènements tels que la fête de la randonnée, le Tour du Cantal pédestre, Randonnées pour tous®, les Jeudis de la Saint-Jacques...

7 La mise à jour des topoguides édités par la FFR :

Ces ouvrages contribuent à favoriser la promotion touristique du département du Cantal. Le Conseil départemental du Cantal sera un partenaire privilégié de ces ouvrages.

8- La participation aux réunions du Département sur le thème de la randonnée pédestre :

Le CDRP pourra participer à des réunions thématiques au sein de la CDESI ou à des réunions techniques connexes organisées par le Département.

Fait à Aurillac en deux exemplaires, le

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Bruno FAURE

Le Président du CDRP du Cantal

Pierre WILDEMANN

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-6

**Utilisation des installations sportives couvertes, des centres aquatiques et du stade d'athlétisme
Marie-José PEREC - Année scolaire 2021-2022**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CP06-05 de la Commission Permanente du 16 juillet 2021 approuvant les conventions pluriannuelles pour l'utilisation par les collèges publics des installations sportives couvertes, des centres aquatiques d'Aurillac, Saint-Flour, Mauriac et du stade d'athlétisme Marie-José PEREC à Aurillac ;

Considérant les justificatifs d'utilisation transmis par les collèges au titre de l'année scolaire 2021-2022 ;

- **ATTRIBUE** aux propriétaires d'installations sportives (gymnases, centres aquatiques, piste d'athlétisme) les subventions au titre de l'année scolaire 2021-2022 telles que précisées en annexe de la présente délibération.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65734, nature 221, fonction 65 du budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

UTILISATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES COUVERTES DES CENTRES AQUATIQUES ET DU STADE D'ATHLETISME MARIE JOSE PEREC ANNEE SCOLAIRE 2021 2022	
PROPRIETAIRE bénéficiaire de l'aide	montant versé en euros
GYMNASES	
commune d'Allanche	1 500 €
commune d'Aurillac	5 300 €
communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne	2 200 €
commune de Chaudes Aigues	1 600 €
commune de Condat	1 500 €
commune de Massiac	1 800 €
commune de Mauriac	2 400 €
commune de Maurs	1 900 €
commune de Montsalvy	1 800 €
commune de Murat	1 700 €
communauté de communes Saint Flour communauté	1 500 €
commune de Pleaux	1 500 €
commune de Riom es Montagnes	1 600 €
commune de Saint Cernin	1 900 €
commune de Saint Flour	5 000 €
commune de Vic sur Cère	1 900 €
	35 100 €
CENTRES AQUATIQUES	
communauté de communes du Pays de Mauriac	1 200 €
communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac	4 000 €
Saint Flour communauté	2 400 €
	7 600 €
PISTE D'ATHLETISME	
communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac	2 000 €
TOTAL GENERAL	44 700 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-7

Travaux d'investissement dans les collèges privés - Programme 2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°20CP07-10 de la Commission Permanente du 30 octobre 2020 approuvant la convention type à intervenir entre le Conseil départemental et chaque collège privé ;

Vu la délibération n°21CD06-07 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 validant le maintien du dispositif en faveur des investissements des collèges privés et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

- **ADOpte** le programme de travaux de sécurité et de mise en conformité à réaliser dans les collèges privés en 2022, tel qu'il figure en annexe de la présente délibération.

- **ATTRIBUE** les subventions aux établissements concernés conformément à cette annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer les conventions à intervenir avec les différents collèges privés.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 204 nature 20432 fonction 221 du budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROGRAMME 2022 D'AIDE A L'INVESTISSEMENT

ETABLISSEMENTS	NATURE DE L'OPERATION	MONTANT PREVISIONNEL	BASE DE CALCUL (dépenses annuelles de l'établissement sur fonds propres)	PLAFOND MAXIMUM DE LA SUBVENTION maximum 10% de la dépense annuelle de l'établissement	SUBVENTION PROPOSEE
collège Saint Joseph Saint Flour	mise aux normes électriques du gymnase du collège suite à un rapport de vérification réglementaire en exploitation "électricité"	44 088 €	58 656 €	5 866 €	5 866 €
collège Notre Dame des Miracles Mauriac	fourniture et pose d'un interphone dans le cadre de Vigipirate	5 683 €	166 246 €	16 625 €	4 262 €
collège Gerbert Aurillac	mise aux normes "accessibilité" de l'établissement: - appareil élévateur (bâti + ascenseur) - électricité - création de blocs sanitaires PMR - création de coursives avec rampes d'accès, garde-corps, main courante - mise aux normes de trois cages d'escalier - mise aux normes de blocs sanitaires - mise aux normes chambres PMR internat	111 000 € H 4 100 € HT 68 150 € HT 178 000 € HT 71 150 € HT 45 200 € HT 38 300 € HT 611 190 €	1 413 718 €	80 008 €	79 872 €
TOTAL GENERAL	TOTAL TTC PART COLLEGE				90 000 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-8

Convention pour la réalisation de prestation de déneigement, fauchage et débroussaillage sur une voie communale - Commune de Quézac

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAÏZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu le règlement de la voirie départementale adopté par délibération n°15CD04-02 du Conseil départemental en date du 18 septembre 2015 ;

- **APPROUVE** la convention avec la Commune de Quézac pour la réalisation de prestation de déneigement, de fauchage et de débroussaillage de la voie communale C1 entre la RD 19 et le Pont de Savadat, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION POUR LA REALISATION DE PRESTATION DE DENEIGEMENT, DE
FAUCHAGE ET DE DEBROUSSAILLAGE SUR UNE VOIE COMMUNALE**

Entre

Le Département du CANTAL

Représenté par le Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 28 octobre 2022

Pôle Routes Départementales et Infrastructures
Hôtel du département
28, Avenue GAMBETTA
15 000 AURILLAC

Et

La Commune de QUEZAC

Représentée par le Maire, Monsieur Antoine GIMENEZ,

Mairie de Quézac
4 rue Paul Doumer
15600 QUEZAC

Il a été convenu et arrêté ce qui suit,

1. OBJET DE LA CONVENTION :

Les stipulations de la présente convention concernent les prestations de viabilité hivernale, de fauchage et de débroussaillage sur la voie communale C1 de la Commune de QUEZAC reliant la RD 19 au Pont de SAVADAT en limite des départements du Cantal et du Lot comme présentée sur le plan en annexe.

Cette convention exclut tout entretien sur le Pont de SAVADAT, hormis le déneigement de la chaussée côté Cantal.

Le déclenchement des interventions de viabilité hivernale, de fauchage et de débroussaillage objets de la présente convention sera consécutif aux interventions du Département sur la RD19.

A) LA VIABILITE HIVERNALE :

Le Département prend en charge la prestation de **viabilité hivernale** pour le déneigement de la chaussée suivant les modalités d'interventions propres au niveau de service S4 des situations de neige, tel que défini dans son Dossier d'Organisation de la Viabilité Hivernale (DOVH).

La prestation de **viabilité hivernale** consiste à déneiger la route à l'aide d'un camion équipé d'un outil de raclage.

En situation courante, l'opération consiste au raclage de la neige pour dégager la partie revêtue de la route. La couche de neige est enlevée en une seule fois, il n'est pas prévu de mettre la chaussée « au noir » : une fine pellicule de neige peut subsister sur la chaussée.

En situation courante, les opérations de déneigement s'effectuent entre 5h30 et 19h00. En fonction des événements météorologiques, les opérations peuvent être renouvelées au cours de la journée.

B) LE FAUCHAGE

Le Département prend en charge la prestation de **fauchage** suivant les modalités d'interventions définies dans son Dossier d'Orientation de l'Entretien et de l'Exploitation de la Route (DO2ER), qui consiste à intervenir à l'aide d'une épareuse sur les accotements de la voie communale lorsque la végétation atteint les 40 cm de hauteur. La largeur de coupe ne dépasse pas 0,90 m, hormis pour les dégagements de sécurité et les courbes de petits rayons. Une première passe est effectuée avant le 14 juillet, si la deuxième est nécessaire elle est réalisée avant le 15 août.

C) LE DEBROUSSAILLAGE

Le Département prend en charge la prestation de **débroussaillage** suivant les modalités d'interventions définies dans son Dossier d'Orientation de l'Entretien et de l'Exploitation de la Route (DO2ER), qui consiste à intervenir à l'aide d'une épareuse équipée de couteaux adaptés et notamment à faucher les accotements de la voie communale et les talus jusqu'en limite du domaine public lorsque la végétation le nécessite. Ces opérations sont réalisées entre le 15 août et le 31 mars.

2. L'INTERVENANT :

La prestation sera exécutée sous l'autorité du chef d'antenne de Maurs du Département du Cantal.

3. INTERVENTIONS COMPLÉMENTAIRES DE L'AGENCE DEPARTEMENTALE :

La Commune dégage le Département de toute responsabilité quant aux éventuels dégâts causés au domaine public communal dans le cadre des interventions définies à l'article 1-A ci-dessus.

En outre le Département reste responsable pour tout accident survenant avec un tiers pendant l'exécution de ces prestations. A ce titre, il contracte une police d'assurance pour garantir la responsabilité des accidents ou incidents pouvant impliquer les engins et les chauffeurs (directement ou indirectement) ainsi que les usagers et leurs véhicules.

4. REPARTITION DES DEPENSES :

Les prestations effectuées par le Département le sont à titre gracieux et ne donneront lieu à aucune compensation financière.

5. VALIDITE - RESILIATION :

La présente convention est conclue pour une durée de un an à compter de sa signature. Elle

sera tacitement reconduite chaque année.

Sa résiliation pourra intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties, formulée au plus tard avant le 30 septembre de chaque année.

Lu et approuvé,

Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental

Lu et approuvé,

Quézac, le

Le Maire de Quézac

Bruno FAURE

Antoine GIMENEZ



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-9

Routes départementales n°120 et n°922 - Contournement ouest d'Aurillac - Préfinancement d'une propriété mise en vente par la SAFER

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAÏDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les dispositions prévues au titre III du Code de la voirie routière ;
Vu la délibération n°16CP03-01 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 29 avril 2016 inscrivant l'opération du contournement Ouest de l'agglomération d'Aurillac (liaison RN122 / RD120 - RD922) au Pacte régional pour le Cantal ;
Vu la délibération du Conseil départemental n°19CP05-32 en date du 5 juillet 2019 entérinant la convention cadre entre la SAFER Auvergne-Rhône-Alpes et le Département ;
Vu la candidature du Département en date du 6 décembre 2021 pour l'acquisition, dans le cadre de son projet de contournement Ouest d'Aurillac, de parcelles sises sur les Communes d'Aurillac et d'Arpajon-sur-Cère propriété de la SAFER Auvergne-Rhône-Alpes ;
Vu l'avis favorable de Comité technique SAFER en date du 21 décembre 2021 ;

- **DECIDE** de l'annulation de la délibération de la Commission Permanente n° 22CP01-14 du 28 janvier 2022.
- **ADOpte** les conditions en préfinancement des parcelles ci-dessous pour un prix calculé de **723 534 € TTC**, soit :

● Prix principal d'acquisition	650 000 €
● Frais de notaire	7 952 €
● Frais d'intervention SAFER	65 000 €
● Frais de géomètre	582 €

Numérotation parcellaire définitive :

Commune : ARPAJON-SUR-CERE

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature Cadastrale
LE BOUSQUET	BC	0004	22 a 71 ca	PA
CHAMP DE LA MONTAGNE	BC	0005	21 a 54 ca	PA
5LE BOS	BC	0010	3 ha 33 a 50 ca	PA
LE BOS	BC	0010	3 ha 33 a 50 ca	PA
LE BOUSQUET	BC	0029	93 a 15 ca	P
TRAVERSADES	BC	0039	15 ca	PA
CHAMP DE LA MONTAGNE	BC	0042	9 a 03 ca	T
CHAMP DE LA MONTAGNE	BC	0044	2 ha 63 a 57 ca	T
CHAMP DE LA MONTAGNE	BC	0044	2 ha 63 a 57 ca	T
PRES DE MAGNE	BC	0075	2 ha 79 a 51 ca	T
PRES DE MAGNE	BC	0078	45 a 90 ca	P
PRES DE MAGNE	BC	0078	45 a 90 ca	P
PRES DE MAGNE	BC	0079	72 ca	P
PRES DE MAGNE	BC	0127	22 a 23 ca	P
PRES DE MAGNE	BC	0127	22 a 24 ca	P
PRES DE MAGNE	BC	0129	4 ha 34 a 63 ca	P
PRES DE MAGNE	BC	0129	4 ha 34 a 64 ca	P
LE BOUSQUET	BD	0033	68 a 86 ca	T
DU BOUSQUET	BD	0045	45 a 03 ca	S
LE BOUSQUET	BD	0112	1 ha 79 a 09 ca	P
LE BOUSQUET	BD	0112	1 ha 79 a 10 ca	P
DU BOUSQUET	BD	0161	5 a 21 ca	J
LES MARTRES	BE	0030	1 ha 06 a 41 ca	P
LES MARTRES	BE	0030	1 ha 06 a 42 ca	P
PEYSSIERE	BE	0054	1 ha 22 a 41 ca	P
PEYSSIERE	BE	0054	1 ha 22 a 42 ca	P
PUY DE LA CABANE	H	0028	1 ha 26 a 60 ca	BT

Total surface : 36 ha 88 a 04 ca sur la Commune d'Arpajon-sur-Cère

Commune : AURILLAC

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature Cadastre
MARMIERS	CM	0250	10 a 11 ca	P
MARMIERS	CM	0250	10 a 12 ca	P
MARMIERS	CM	0480	2 ha 74 a 98 ca	P

Total surface : 2 ha 95 a 21 ca sur la Commune d'Aurillac

- **AUTORISE** Madame Sylvie LACHAIZE, 2^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental à signer la promesse unilatérale de vente qui permettra un préfinancement afin de constituer une réserve foncière pour l'aménagement du contournement Ouest d'Aurillac Routes Départementales n°120 et 922, ainsi que tous les actes et frais de rétrocession.

- **AUTORISE** la SAFER à assurer la gestion annuelle de ces parcelles jusqu'à leur rétrocession.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-10

**Route départementale n°19 - Aménagement de la traverse du bourg de Quézac -
Commune de Quézac**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n°10CG05-08 du Conseil Général du 16 décembre 2010 adoptant les nouvelles règles d'intervention du Département concernant l'aménagement des routes départementales en traverse d'agglomérations ;

Vu la délibération de la Commune de QUEZAC en date du 26 novembre 2021 faisant part de son intention d'aménager la Route Départementale n°19 en traverse du bourg et sollicitant la délégation de la maîtrise d'ouvrage ;

- **DECIDE** de prendre en considération les travaux d'aménagement de la RD 19 en traverse du bourg de Quézac, Commune de Quézac, pour un montant estimé de 63 570 €.

- **APPROUVE** la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit avec la Commune de Quézac fixant par ailleurs les modalités techniques et administratives de réalisation des travaux, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DÉPARTEMENT DU CANTAL

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE A TITRE GRATUIT POUR L'AMENAGEMENT DE LA TRAVERSE DU BOURG DE QUEZAC

COMMUNE DE QUEZAC

ROUTE DEPARTEMENTALE N°19

VU les dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée notamment les articles 3 et 5,

Entre :

Le DÉPARTEMENT DU CANTAL représenté par le Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 28 octobre 2022,

Et

La Commune de QUEZAC représentée par son Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 novembre 2021,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le Département donne délégation à la Commune de QUEZAC, qui l'accepte, à titre gratuit, pour exercer en son nom et pour son compte la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement de la Route Départementale n°19, en traverse du bourg.

Sur la base du projet technique, les attributions déléguées sont les suivantes :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera exécuté,
2. Préparation du choix du maître d'œuvre, signature et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre,
3. Préparation du choix de l'entrepreneur, signature et gestion du marché de travaux,
4. Versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et des travaux,
5. Réception de l'ouvrage

Et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

Article 2 : Obligations de La Commune

La Commune s'engage à respecter toutes les obligations lui incombant et découlant de la maîtrise d'ouvrage, déléguée gratuitement par le Département, des travaux cités en objet.

Il lui appartient notamment :

- De recourir à une maîtrise d'œuvre et d'en assurer son financement,
- De respecter le code du travail en matière de sécurité, de coordination et de protection de la santé,
- De respecter les dispositions de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique,
- De respecter les règles de la commande publique (décret 2016-360 du 25 Mars 2016) et de la comptabilité en matière de dévolution et d'exécution des travaux,
- D'exercer les pouvoirs de police lui appartenant afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels intervenant sur le chantier.

Le Département ne pourra s'engager à participer à l'opération, pour les travaux ci-après, que sous réserve de son inscription au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération :

- Réfection de la chaussée
- Fourniture et pose de demi caniveaux CS1 et CC1

Article 3 : Publicité

Dans toute communication (panneaux, dossiers de presse, etc....) relative à l'opération visée par la présente convention, le maître d'ouvrage délégué s'engage à faire mention de la participation du maître d'ouvrage déléguant le cas échéant.

Article 4 : Conditions financières

L'inscription de cette opération, au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération, n'étant pas réalisée à ce jour, l'intégralité du financement demeure pour l'instant à la charge du maître d'ouvrage délégué ; l'éventuel engagement du Département pour une participation financière, estimée à 63 570,00 € est différé à un examen budgétaire ultérieur.

Ce montant est établi sur la base d'une estimation des prestations que le Département pourrait financer et qui sont mentionnées à l'article 2 de la présente convention.

Le versement du fond de concours, versé à la Commune par le Département à l'issue des travaux, tiendra compte des quantités mises en œuvre et des prix du marché de travaux sans dépasser le montant indiqué ci-dessus.

Toutefois, si le quantitatif de ces prestations devait évoluer à la hausse du fait d'adaptations en cours de chantier, une validation du Département (PRDI ou son représentant) est un préalable à toute réalisation et prise en charge.

En cas de décision favorable, le Département pourra s'acquitter de sa participation en plusieurs versements, après justification et certification des dépenses relatives aux travaux lui incombant par le

maître d'ouvrage délégué, le solde sera versé après la remise des ouvrages prévue à l'article 7 de la présente convention.

La commune ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des prestations déterminées à l'article 1 de la présente convention et pour l'exercice de ses obligations en matière de sécurité et de la protection de la santé.

Article 5 : Durée et entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 3 ans, elle n'a été suivie d'aucun commencement d'exécution.

Article 6 : Modalités de contrôle

Outre les prérogatives de contrôle appartenant au maître d'ouvrage délégué, le Département se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à tout contrôle de l'exécution des travaux prévus par la présente au titre de la conservation du patrimoine départemental, notamment le contrôle de la portance de la plateforme (PF2) avant mise en œuvre des couches de chaussées. Le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département, représenté par l'Agence départementale d'AURILLAC, à chacune des réunions relatives à l'élaboration du projet ou à sa réalisation.

Article 7 : Réception et remise des ouvrages, transferts domaniaux

Le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département, représenté par l'Agence départementale d'AURILLAC, à participer aux opérations préalables à la réception des travaux. Après réception définitive et sans réserve de ces derniers par le maître d'ouvrage délégué, il sera dressé contradictoirement un procès-verbal de réception et de remise au Département des ouvrages réalisés sur le domaine public départemental ou destinés à être incorporés dans le domaine public départemental.

Le Département assurera :

- L'entretien et les grosses réparations de la chaussée (hormis les parties pavées ou réalisées en matériaux non bitumineux),
- L'entretien et la mise en conformité des panneaux de signalisation directionnelle pour les mentions le concernant,
- L'entretien des supports classiques de signalisation directionnelle
- La signalisation horizontale et de police conformément au Règlement de Voirie Départementale en vigueur

La Commune assurera l'entretien des dépendances :

- Les plantations,
- Les trottoirs,
- Les mobiliers urbains autorisés,
- Les caniveaux,
- Les réseaux assainissement,
- La signalisation horizontale et de police conformément au Règlement de Voirie Départementale en vigueur

- La signalisation directionnelle pour les mentions la concernant,
- Les supports de signalisation directionnelle qui sont la conséquence d'un choix esthétique,
- L'éclairage public,
- Les autres équipements (dispositifs relatifs à la réduction de vitesse, gabions...).

Article 8 : Domiciliation de la convention

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie en Mairie de QUEZAC.

Article 9 : Règlement des litiges

Le Département autorise la commune, après information préalable, à ester en justice pour le règlement des litiges intervenant antérieurement à la réception définitive des travaux concernant le patrimoine départemental et à leur remise au Département.

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND.

Article 10 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, chaque cosignataire bénéficiant d'un original.

Fait à AURILLAC, le

Le Maire de QUEZAC

Le Président du Conseil départemental,

Antoine GIMENEZ

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-11

**Transfert de domanialité de délaisés des routes départementales n° 20 et n° 45 -
Commune de Marcolès**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

En application de l'article L.131-4 du Code de la Voirie Routière ;
Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Marcolès en date du 20 juin 2022 demandant le transfert des délaisés des routes départementales n° 20 et n° 45 ;
Considérant que l'aménagement des routes départementales n° 20 et n° 45 a abouti à la création de délaisés de route utiles à la vie locale de la Commune de Marcolès ;

- **EMET** un avis favorable au transfert de domanialité des délaisés des routes départementales n°20 et n°45 dans le domaine public de la Commune de Marcolès suivant le plan joint à la présente délibération.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE MARCOLES

L'an deux mil vingt-deux, le vingt-huit juin à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de MARCOLES convoqué le 20 juin 2022 s'est réuni dans la salle du Conseil Municipal sous la présidence de M. Christian MONTIN, Maire.

Etaient présents M. et Mmes: AURIACOMBE Marcel, AYMERIAL Béatrice, CALDEYROUX Séverine, CASSAGNE Serge, FEL René, LHERITIER Chantal, LHERITIER Philippe, MAMBERT Robert, MONTARNAL Claudie, MONTIN Lionel, PIGANOL Mireille, ROBERT Sébastien, ROUQUET André.

Absent excusé M.: SERIEYS Jean-Marc

Secrétaire de séance: M. MONTIN Lionel

Délibération n° 2022/57
Aménagement RD 20/45 - transfert de domanialité

Monsieur le Maire rappelle la réunion du 12 mai dernier au cours de laquelle il a été question de la future implantation des colonnes de tri et de l'installation d'un nouveau PAV au niveau du délaissé créé lors de l'aménagement routier à Mézanes (carrefour RD 20/45 et VC des camps Mézanes).

Pour se faire, Monsieur le Maire indique avoir pris contact avec les services du Conseil Départemental du Cantal, les parcelles concernées devant faire l'objet d'un échange technique avec le Département, qui sur le principe n'est pas défavorable à cette proposition.

En parallèle et suite aux travaux réalisés sur la route départementale n° 45, Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il a également été convenu de régulariser la domanialité d'anciennes portions de RD ou de rétablissements de voies communales.

Toutefois, il est indiqué que les procédures d'acquisition foncière entamées par les services du département ne sont pas toutes arrivées à terme mais que pour ne pas bloquer les transferts à la Commune il est proposé d'entamer d'ores et déjà les démarches de rétrocession.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres

- APPROUVE le principe de rétrocession de parcelles à la Commune par le Conseil Départemental suite aux aménagements routiers sur les RD 20 et 45

Pour extrait conforme
Le Maire,
Christian MONTIN



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-12

Transfert de domanialité d'un délaissé de la route départementale n° 990 - Commune de Pierrefort

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

<i>Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir</i>	<i>M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE</i>
--	--

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

En application de l'article L.131-4 du Code de la Voirie Routière ;
Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Pierrefort en date du 2 juin 2022 demandant le transfert d'un délaissé de la route départementale n°990 ;
Considérant que l'aménagement de la route départementale n°990 a abouti à la création d'un délaissé de route utile à la vie locale de la Commune de Pierrefort dans le cadre de leur circuit du parcours « Histoire et Savoir » ;

- EMET un avis favorable au transfert de domanialité d'un délaissé de la route départementale n°990 dans le domaine public de la Commune de Pierrefort suivant le plan joint à la présente délibération.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DU CANTAL

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE PIERREFORT**

SÉANCE DU 02 JUIN 2022

Membres affectés au conseil municipal	Membres présents	Pouvoirs	Membres ayant pris part à la délibération
12	10	1	11 Pour : 11 - Contre : 0 - Abstention : 0
Date de convocation	Date d'affichage	Date de transmission	Numéro de la délibération
25/05/2022	14 JUIN 2022	14 JUIN 2022	DÉLIB-2022-050

L'an deux mille vingt-deux le deux juin à 20 heures, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Philippe MATHIEU, Maire.

Étaient présents : Philippe MATHIEU, Maire ; René PÉLISSIER, Gilbert GLANDIÈRES, Jocelyne ROLLAND, Jérôme VIDALENC, Adjoint ; Daniel AMEILHAUD, Mylène DELCHER, Roger RIEUTORT, Élodie SALSON et Colette VIDALENC formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents : Marlène JOUVE et Daniel SALESSE.

Daniel SALESSE a donné procuration à Roger RIEUTORT pour voter en son nom.

A été désignée comme secrétaire de séance : Élodie SALSON.

Objet : Domaine et patrimoine – Demande de transfert d'une parcelle départementale dans le domaine public communal.

VU la délibération en date du 28 mai 2019 sollicitant le Conseil départemental du Cantal pour le soutien au projet de circuit de mise en valeur du patrimoine ;

RAPPELANT le circuit proposé dans le cadre du parcours *Histoire & Savoir* et la station prévoyant une vue surplombant Pierrefort.

CONSIDÉRANT la demande de la commune de Pierrefort de pouvoir faire des aménagements sur une partie du délaissé de la D990 situé à l'entrée de Pierrefort « côté Aurillac ».

INDIQUANT que ce délaissé est dans le domaine public du Conseil départemental du Cantal.

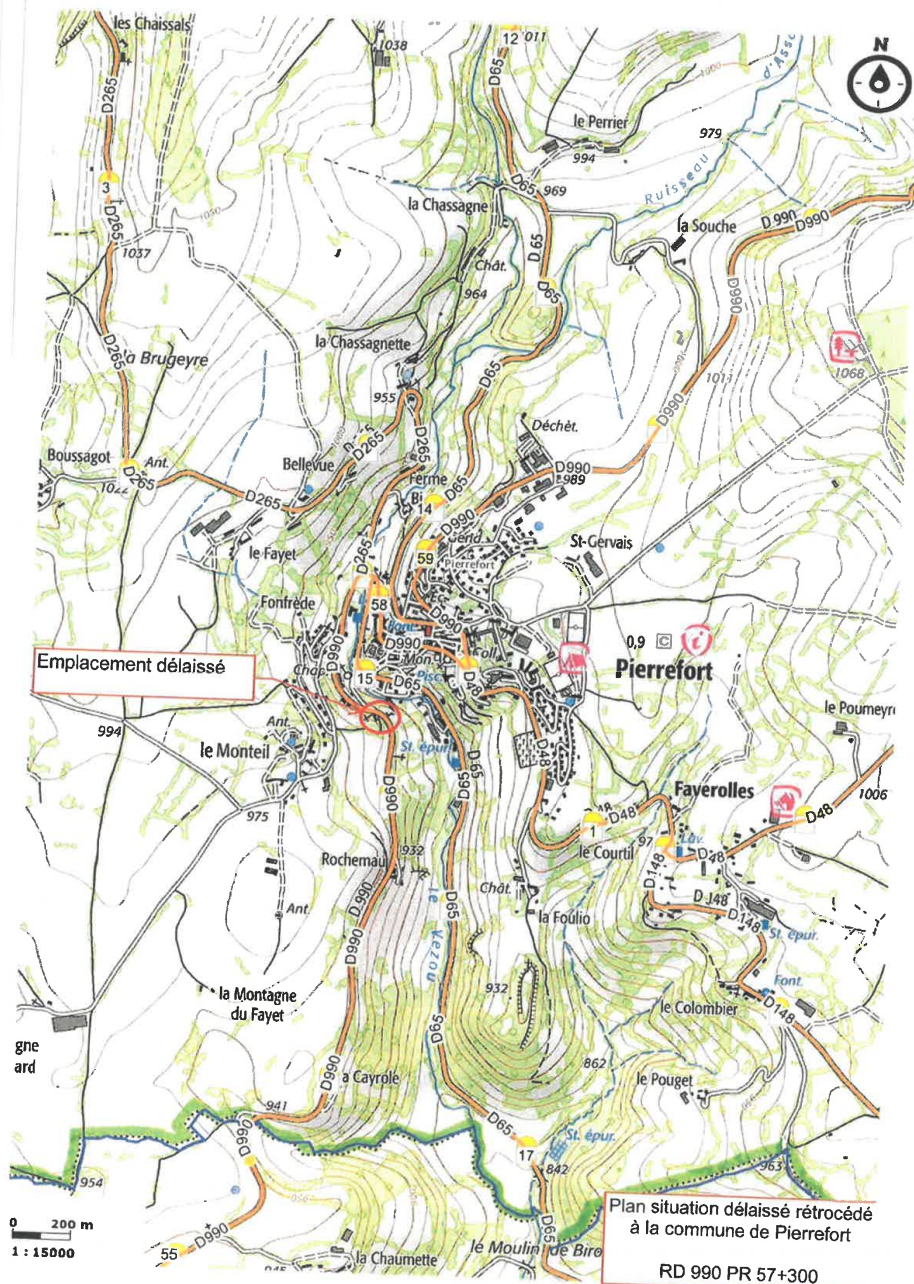
CONSIDÉRANT qu'à des fins de régularisation de la situation et afin de pouvoir effectuer les dits aménagements, il conviendrait de procéder au transfert d'une partie de cette parcelle du domaine public départemental au domaine public communal.

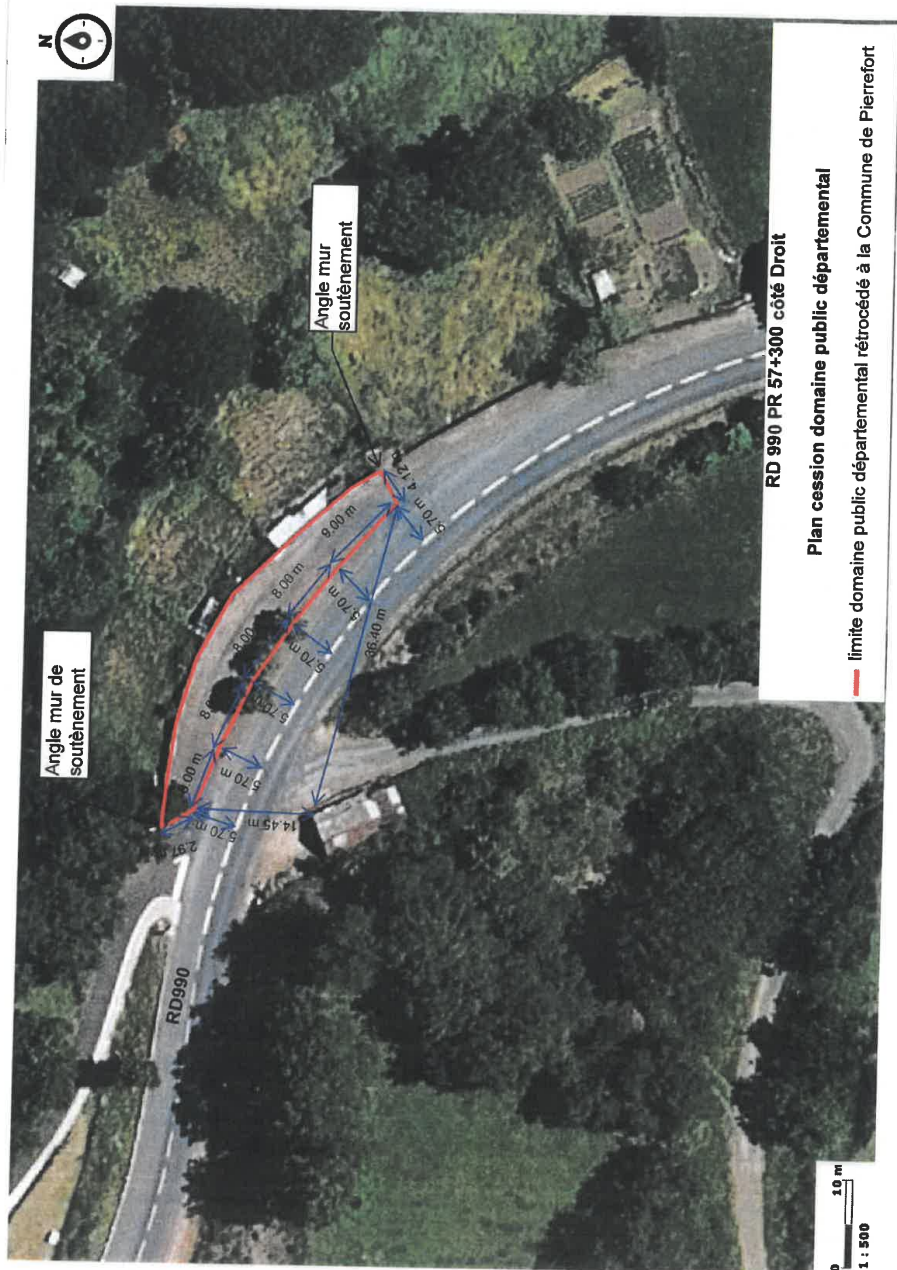
Le conseil municipal, après avoir délibéré,

- * **DEMANDE** à Monsieur le Président du Conseil départemental du Cantal le transfert d'une partie du délaissé longeant la route départementale 990 du domaine public départemental au domaine public communal ;
- * **AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer les démarches administratives et à signer les actes nécessaires à ce transfert.

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an susdits.

Pour expédition conforme,
Philippe MATHIEU, Maire,





Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-13

Aménagement de la route départementale n° 151 - Commune de Leynhac - Déclassement et cession au profit de tiers

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.112-8 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président, faisant office de Notaire, à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales, en date du 12 septembre 2022 ;

Considérant l'inutilité de cette parcelle nullement gérée ;

- DECIDE de procéder au déclassement et à la cession du terrain tel qu'il figure au tableau ci-après :

**Route départementale n° 151
sur la Commune de Leyhnac**

Acquéreurs : Madame Alexia DALMON
Monsieur Anthony ROQUES

Dossier n° AAD64

Cadastre et Superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m ²	Nature
H	1466	Bel Air	407	En l'état

Montant forfaitaire de la vente :
60 €

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité de vendeur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer l'acte authentique en la forme administrative correspondant.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-14

Route départementale n°105 - Aménagement entre Chavignac et le Barrage de l'Aigle

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

<i>Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir</i>	<i>M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAÏDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAÏZE donne procuration à M. Bruno FAURE</i>
--	--

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

- **DECIDE** de prendre en considération les travaux d'aménagement de la section de la RD 105 entre la commune de Chavignac et le barrage de l'Aigle, conformément au plan annexé au présent rapport, afin d'améliorer les conditions de circulation, pour un montant de 1 200 000 € TTC.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à procéder aux acquisitions foncières nécessaires à cet aménagement soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à lancer une enquête publique au titre du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique si cela s'avère nécessaire.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

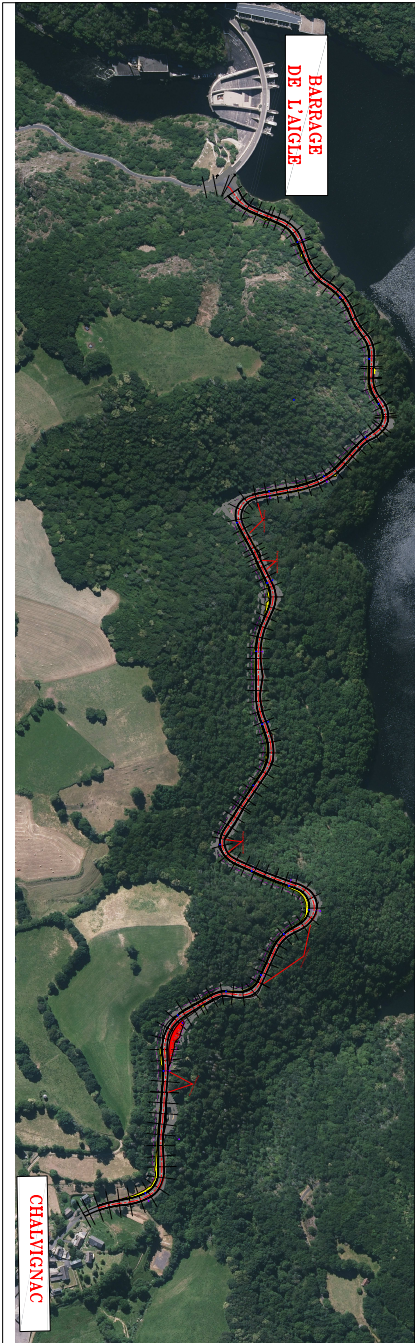
Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

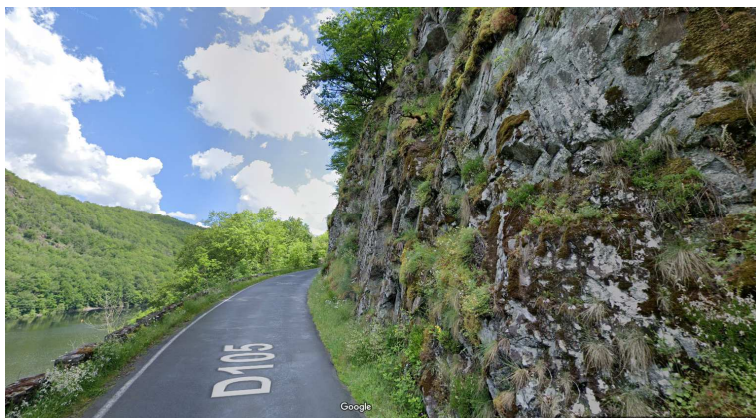
Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

RD105 - PLAN DE SITUATION



Annexe



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-15

Aménagement des routes départementales n°38 et n°42 - Communes de Sourniac et Saint-Santin-Cantalès - Acquisitions de terrains nécessaires - Pas de DUP (article 1042)

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L 131-5 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n° 21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021, autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n° 21CD06-15 prise au cours de la session du Conseil départemental en date du 14 décembre 2021 entérinant le programme d'investissement sur la voirie routière ;

- DECIDE des acquisitions de terrains nécessaires à l'aménagement des routes départementales n°37 et n°42 selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-après :

**Route Départementale n° 38
Dégagement visibilité La Chaze 01167**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : SOURNIAC

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
MONTEL Fabienne	ZD31	85	5061	PRE	1,00 € non versé

**Route Départementale n° 42
Aménagement RD42 à Uzols - 01142**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : SAINT-SANTIN-CANTALES

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €		
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale	Accessoire	Totale
ADAMIAK Brigitte	C80	849	152355	BOIS	127,35	0,00	127,35
BERTHO Brigitte	C89	37	1302	T	12,95	0,00	12,95
BAUCHER Suzanne	D152	110	866	PA	38,50	0,00	38,50
M. et Mme DELSOUT Jean Paul	C10	910	5138	PA	546,00	1 225,85	1 771,85
GOURDAIN Jean François	D1	232	13318	PRE	104,40	0,00	104,40
DELBERT Régis	C9 – C68	2764	29884	PA -T	1 382,00	434,71	1 816,71
ARISTIER Andrée	C67	1515	35628	T	681,75	0,00	681,75
VAURS Jean	D61- D62	467	10131	L - FUT	151,60	49,50	201,10
LACARRIERE Michel	C26 – C27 C28 – C81 K13 – K14 K15 – K16 K17 – J18 L203-L204 L206-L208 L209	5623	338282	PA – T – L –TAILS FUT	2 172,15	5 333,40	7 505,55
DELSOUT Jean Paul	C11 – C21 C22 – C87 C90 – L262	1625	144189	T – PRE TAILS	777,85	12 728,45	13 506,30
M. et Mme LACARRIERE Michel	L281 – L218	P – T	256	180943	44,40	1 710,00	1 754,40

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans ces affaires ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent ;

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-16

**Aménagement de la route départementale n°42 - Commune de Saint-Santin-Cantalès -
Acquisitions de terrains nécessaires - Pas de DUP (article 1042)**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n° 21CD06-15 du Conseil départemental en date du 14 décembre 2021 entérinant le programme d'investissement sur la voirie routière ;

- DECIDE des acquisitions de terrains nécessaires à l'aménagement de la route départementale n°42 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route Départementale n° 42
Aménagement RD42 à Uzols- 01142**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : SAINT-SANTIN-CANTALES

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €		
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale	Accessoire	Totale
Consorts NALIER	K23 – K24	850	2803	FUT	189,80	1 994,30	2 184,10
Groupement forestier du parc St Hubert	L263	433	715196	FUT	64,95	2 500,00	2 564,95

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer l'acte notarié lié à ces acquisitions et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-17

**Aménagement de la route départementale n°42 - Commune de Saint-Santin-Cantalès -
Indemnisation de fermiers**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n° 21CD06-15 prise au cours de la session du 14 décembre 2021 entérinant le programme d'investissement sur la voirie routière ;

Vu la convention départementale d'indemnisation des propriétaires et exploitants agricoles conclue le 7 août 1990 entre le Préfet du Cantal, les Services Fiscaux, le Département et les Organismes Agricoles ;

- **DECIDE** l'indemnisation des exploitants selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

Aménagement RD42 à Uzols - 01142
Commune de SAINT-SANTIN-CANEALES - RD 42

Fermiers	Propriétaires	N° parcelle	Surface en m²	Nature	Indemnité d'éviction	Indemnité clôtures	Indemnité totale en €
GAEC LACARRIERE	LACARRIERE Michel	C26 C28 C81 K13 K15 K17 K16 L208 L209 L204 L206	4 429	PRE TERRE	2118,57	-	2118,57
Aurélien BORNES	PALHES Andrée	C67	1 515	T	384,97	1620,00	2004,97
EARL de la BARRIERE	GOURDAIN Jean François	D1	232	T	73,57	540,00	613,57
GAEC LACARRIERE	LACARRIERE Michel et Annick	L281	20	T	9,56	-	9,56

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention d'indemnisation à intervenir dans ces affaires.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-18

**Aménagement de la route départementale n°244 - Commune de Bonnac - Acquisition de terrains
nécessaire - Pas de DUP (article 1042)**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAÏDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n° 21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n° 21CD06-15 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 entérinant le programme d'investissement sur la voirie routière ;

Considérant l'accord conclu entre le Département du Cantal et le propriétaire des parcelles cadastrées A1035, A1039, A1059 qui, suite à un changement de propriétaire, diffère des modalités arrêtées par délibération du 2 mars 2012 ;

- **DECIDE** de l'annulation partielle de la délibération n° 12CP02-48 de la Commission Permanente du 2 mars 2012 en ce qui concerne l'acquisition de terrains sur les références cadastrales A1035, A1039 et A1059 nécessaires à l'aménagement de la RD n°244.

- **DECIDE** de l'acquisition de terrains nécessaires à l'aménagement de la RD n°244 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route Départementale n° 244
Aménagement entre Massiac et Bonnac - 00027**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : BONNAC

Nom du propriétaire	Parcelle n°	Surface en m²	nature	Indemnité Principale et totale
M. et Mme Morel Jean Louis	A1035 A1039 A1059	1356	Taillis pâture	319,05 €

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.
- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.
- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-19

Attribution de subventions au titre de la politique de prévention et de l'inadaptation sociale

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n°21CD06-21 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le Schéma Départemental de Prévention et de Protection de l'Enfance 2022-2026 ;

- **APPROUVE** la convention avec l'association ANEF 15 pour le financement du lieu d'accueil « L'ENTRE D'EUX » pour 2022 dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

- **FIXE** les montants des participations financières du Conseil départemental pour l'exercice 2022 comme suit :

- Au titre du lieu d'accueil « L'ENTRE D'EUX » géré par l'ANEF 15 : **54 000 €** ;
- Au titre de l'action « Prévention par l'apprentissage de la citoyenneté » menée par ACCENT JEUNES : **12 000 €** ;
- Au titre du dispositif relais de l'Education Nationale : **12 000 €** ;
- Au titre du fonctionnement de la Maison des Adolescents : **20 000 €**.

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6568 du budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT
DU LIEU D'ACCUEIL ENFANTS / PARENTS NON GARDIENS
« L'ENTRE D'EUX » POUR L'ANNEE 2022**

Entre :

- **Le Conseil départemental du Cantal dont le siège se situe au 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac**, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par la délibération de la Commission Permanente du 28 octobre 2022,

Et :

- **L'association ANEF Cantal, dont le siège se situe au 91 avenue de la République 15000 Aurillac** représentée par son Président, Monsieur MANHES Henri.

PREAMBULE :

Depuis le 1^{er} octobre 2007, L'ANEF met à la disposition des familles ayant des enfants à charge, un lieu de rencontre situé :

110 rue de l'égalité
BP 426
15004 AURILLAC CEDEX

Ce lieu dénommé « **L'Entre d'Eux** » s'adresse à toute famille dans laquelle l'exercice d'un droit de visite est interrompu, difficile ou trop conflictuel.

Dans l'intérêt premier de l'enfant, ce lieu veille à préserver les liens qui l'unissent à ses deux parents et lui assurer un cadre affectif épanouissant, au-delà des dissensions qui peuvent opposer ou séparer les parents.

Article 1 : Engagements du gestionnaire

Au regard de ses missions :

- Permettre l'exercice du droit de visite de l'enfant avec son parent non gardien,
- Maintenir le lien entre l'enfant et son parent visiteur en évitant une tension qui interdise l'exercice du droit de visite,
- Rechercher l'apaisement d'une situation de crise par le rappel de l'intérêt supérieur de l'enfant et des devoirs des parents,
- Éviter une décision de justice ou préparer une décision de justice qui soit acceptée par les parties afin d'en garantir l'exécution,
- Créer une étape transitoire pour permettre les rencontres parents/enfants sans intermédiaire.

Cet accompagnement et ce soutien ont pour objet prioritaire l'intérêt de l'enfant.

Au regard de son personnel :

Le gestionnaire dispose d'un personnel formé et spécialisé qui a pour rôle de :

- Favoriser l'établissement d'une relation de confiance permettant aux enfants d'aller au devant du parent visiteur,
- Aider les parents gardiens à accepter que les enfants rencontrent les parents visiteurs,
- Aider les parents visiteurs à rencontrer leurs enfants dans de bonnes conditions relationnelles,
- Modifier voire pacifier les relations entre parents gardiens et parents visiteurs.

Au regard des pièces à fournir :

- Le compte de résultat ainsi que le rapport d'activité 2019,
- Le budget prévisionnel 2020 accompagné d'un projet d'activité et d'un organigramme.

Article 2 : Engagement financier

Le Conseil départemental s'engage à participer au financement du fonctionnement de ce service au titre de l'année 2022, à hauteur de 54 000 €.

La Caisse d'Allocations Familiales, la Caisse de Mutualité Sociale Agricole Auvergne et le Ministère de la Justice apportent également une contribution financière à cette action.

Article 3 : Suivi des engagements

Le gestionnaire adressera dans les délais fixés par les financeurs, les documents cités à l'article 1 de la présente convention et nécessaires à l'analyse de la demande de financement.

Un comité départemental des financeurs se réunit au moins une fois par an pour :

- examiner le budget prévisionnel de l'année en cours et fixer les subventions définitives au vu des financements complémentaires effectués en fin d'année,
- examiner le rapport d'activité de l'année en cours et les perspectives de poursuite de l'activité.

Article 4 : Contrôle de l'activité financée dans le cadre de cette convention

Le Conseil départemental se réserve le droit de faire effectuer les vérifications qu'il jugerait nécessaires.

Le gestionnaire s'engage à mettre à sa disposition ses livres comptables, les pièces justificatives, les rapports et documents divers permettant de vérifier l'activité et les conditions de fonctionnement du service et d'une manière générale, le respect des engagements inscrits dans la présente convention.

Article 5 : Résolution de la convention

En cas de non respect des engagements énoncés dans les articles ci-dessus, le Conseil départemental se réserve le droit de résilier la convention avant son terme.

Elle peut être également résiliée d'office, sans préavis, en cas de disparition ou de dissolution du partenaire, de constatation d'un usage non conforme à leur destination des fonds versés ou, en cas d'infraction aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

Fait à Aurillac, en deux exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil départemental

Le Président de l'ANEF 15

Bruno FAURE

Henri MANHES

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-20

Demande de subventions du Fond Départemental d'Aide aux Jeunes (FDAJ)

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAÏDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAÏZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L.263-3 ;

Vu la convention en date du 10 mars 2010 fixant l'organisation et le fonctionnement du Fonds d'Aides aux Jeunes en difficulté ;

Vu le règlement intérieur du Fonds d'Aides aux Jeunes en difficulté adopté le 24 avril 2015 ;

- FIXE le montant de la participation financière du Conseil départemental du Cantal au Fond départemental d'aide aux jeunes pour l'exercice 2022 à 20 000 € au titre de la politique de prévention de l'inadaptation sociale.

- **ADOpte** le règlement intérieur du Fonds d'Aides aux Jeunes en difficulté modifié, dont le projet est joint en annexe.

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6556, sous fonction 511 du budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU FONDS DÉPARTEMENTAL D'AIDE AUX JEUNES EN DIFFICULTÉ

Textes de Référence :

- Articles L 263-3 et L 263-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) relatifs au Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes en difficulté ;
- Convention du 10 mars 2010 relative au fonctionnement du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (FDAJ) en difficulté ;
- Convention du 3 avril 2014 relative aux aides financières, à la constitution et la gestion d'un fonds mutualisé.

En application de l'article L 263-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et de l'article 1^{er} de la convention relative au fonctionnement du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes en difficulté, ce règlement intérieur détermine les conditions et les modalités d'attribution des aides individuelles et les conditions de mise en œuvre des mesures d'accompagnement destinées à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté.

Les aides individuelles peuvent prendre la forme d'un secours ou d'un prêt.

Titre 1^{er} : conditions d'attribution des aides individuelles

Article 1^{er} : conditions générales

En application de l'article L 263-3 du CASF, le Département peut accorder des secours temporaires ou des aides à l'insertion à des jeunes en difficulté de 18 à 25 ans, Français ou en situation régulière de séjour en France, sous réserve que ceux-ci réunissent les deux conditions suivantes :

- ✓ pas de ressources suffisantes, soit pour lui permettre de réaliser son projet d'insertion sociale et professionnelle, soit pour assurer ses besoins immédiats (subsistance),
- ✓ pas de soutien matériel et personnel, y compris dans sa démarche d'insertion, de la part de son environnement.

Tout jeune qui bénéficie d'une aide du FDAJ doit faire l'objet d'un accompagnement et d'un suivi dans sa démarche d'insertion.

Aucune durée minimale de résidence dans le département n'est exigée. Cependant, si un jeune arrive d'un autre département, dans la mesure du possible, l'instructeur de la demande vérifiera une éventuelle demande déposée auprès du FDAJ de ce département.

L'aide accordée tient compte, au jour de la demande, des conditions de vie du jeune demandeur, de son projet d'insertion sociale et professionnelle, de ses revenus, et de l'ensemble des aides financières et matérielles effectivement obtenues des organismes d'aide sociale et/ou de son environnement. Une priorité est accordée aux jeunes en très grande difficulté.

En particulier, elle est appréciée selon que le jeune vit au domicile familial, en logement autonome, seul ou en couple.

Conformément au III de l'article L 263-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), « les aides du Fonds d'Aide aux Jeunes sont attribuées sans qu'il soit tenu compte de la participation pouvant être demandée aux personnes tenues à l'obligation alimentaire à l'égard de l'intéressé ».

En référence au principe de subsidiarité ou de complémentarité, le FDAJ n'intervient :

- qu'après avoir pris connaissance des aides que d'autres dispositifs sont susceptibles d'apporter au jeune demandeur, selon sa situation au regard de la formation, de l'emploi, du handicap ou d'une difficulté spécifique (ex : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation Adulte Handicapé (AAH), Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale (CIVIS), etc...)
- qu'en fonction du tableau de « coordination des aides financières » en vigueur prévu par la convention citée en référence.

L'aide n'est pas attribuée dans les cas suivants :

- 1/ demande de remboursement de frais déjà engagés,
- 2/ aide indirecte au profit de son environnement social ou familial,
- 3/ absence d'engagement dans les démarches en lien avec le projet professionnel. Manque d'assiduité auprès des référents de la Mission Locale ou d'autres organismes participant à son projet d'insertion,
- 4/ absence de cohérence dans le parcours d'un jeune
- 5/ choix matériels manifestement disproportionnés ou inadéquats compte tenu des ressources,
- 6/ projet d'insertion non validé par le référent de la Mission Locale ou manifestement inadapté à son parcours.

Article 2 : conditions spécifiques d'attribution d'aides en urgence

Dans les limites précisées à l'article 10, des aides peuvent être examinées en urgence dès lors qu'elles ont pour objet :

- ✓ la subsistance sans laquelle les besoins élémentaires du demandeur ne seraient pas satisfaits,
- ✓ une démarche d'insertion qui serait autrement empêchée avec certitude.

Le caractère d'urgence doit pouvoir être concrètement établi à partir de la demande présentée par le référent du jeune.

Article 3 : conditions spécifiques d'attribution des aides aux jeunes de moins de 25 ans bénéficiaires du RSA et d'autres dispositifs d'insertion

Les jeunes de moins de 25 ans bénéficiaires du dispositif RSA, peuvent faire appel au FDAJ à titre subsidiaire ou complémentaire du dispositif RSA, pour des aides financières affectées à des besoins qui ne seraient pas couverts par le dispositif RSA. La demande présentée au FDAJ doit faire apparaître ce caractère subsidiaire ou complémentaire à la mise en œuvre du projet d'insertion défini au titre du RSA.

Dans le cadre strict de ce caractère subsidiaire, les bénéficiaires du RSA ou d'autres dispositifs d'insertion rémunérés (formations, contrats aidés, garantie jeunes, service civique, etc.) ne peuvent, en règle générale, solliciter le FDAJ pour une aide à la subsistance lorsqu'ils perçoivent effectivement leur allocation.

Article 4 : conditions spécifiques d'attribution des aides aux jeunes scolaires et étudiants

Les demandes d'aides en faveur de jeunes scolaires ou étudiants, peuvent être présentées au FDAJ à titre exceptionnel, si ces jeunes connaissent un parcours scolaire chaotique (redoublement, réorientation) lié à des difficultés personnelles et/ou familiales graves.

Titre 2 : procédure d'attribution des aides individuelles

Article 5 : le dépôt et l'instruction de la demande

Tout professionnel qui, par sa fonction, est chargé d'accompagner un jeune dans sa démarche d'insertion sociale ou professionnelle, peut solliciter l'intervention du fonds.

La demande est établie par le jeune et son référent, à l'aide de l'imprimé unique de demande d'aide financière en vigueur dans le département, comportant une évaluation mettant en avant les difficultés rencontrées par le demandeur et exposant le projet d'insertion sociale et professionnelle élaboré avec lui.

Un justificatif de domicile est fourni avec la demande. Pour un jeune non connu de la Mission Locale au moment de la demande, une pièce d'identité est présentée à l'instructeur du dossier (ou à défaut un autre justificatif d'identité).

L'évaluation devra préciser notamment les autres aides auxquelles le demandeur peut prétendre, ainsi que les soutiens matériels qu'il déclare recevoir de son entourage familial.

La demande est obligatoirement signée par le jeune qui s'engage ainsi sur le projet d'insertion.

La demande est individuelle, même si le jeune vit en couple, et que chacun est susceptible de remplir les conditions d'accès au dispositif.

Elle doit être établie au nom du demandeur.

Le dossier doit clairement faire apparaître les ressources et les charges réglées par l'intéressé. Les autres éventuelles charges réglées par un tiers seront mentionnées à titre indicatif.

Si le jeune vit en couple, les ressources et les charges prises en considération sont celles du couple.

Le référent transmet le dossier complet au secrétariat du comité local. Il établit pour chaque dossier présenté une fiche statistique individuelle.

Les demandes doivent porter sur des besoins immédiats ou sur des projets susceptibles d'aboutir dans le mois à venir.

Les demandes prématurées sont donc rejetées.

Tout dossier incomplet est ajourné par le comité et renvoyé à son instructeur pour complément d'information.

Article 6 : la proposition

Les comités locaux se réunissent au moins une fois par mois, sur convocation de leurs membres par leurs secrétariats, pour émettre une proposition sur chacune des demandes d'aides qu'ils examinent.

Le secrétariat est chargé de présenter au comité local les dossiers inscrits à l'ordre du jour.

Le secrétariat informe le demandeur de la date à laquelle le comité local examinera sa demande.

Le demandeur peut, s'il le souhaite, se présenter afin de soutenir sa demande devant le comité. Il pourra alors se faire accompagner par son référent.

De même, le référent ou le comité local peut demander que le jeune se présente devant le comité : en cas d'absence injustifiée de sa part, le dossier sera rejeté.

Article 7 : la décision

La proposition de décision du comité peut être un accord, un accord partiel, un ajournement ou un rejet. Les ajournements et les rejets doivent être motivés.

Une décision d'ajournement est prise dans les situations suivantes : dossier incomplet, présence du jeune souhaitée en commission, complément d'informations nécessaires.

Les motifs de rejets des demandes sont les suivants :

- Demande ne relevant pas du FDAJ, ou refusée selon les conditions d'attribution prévues par la convention du 10 mars 2010, ou celles fixées par le présent règlement intérieur,
- Ressources suffisantes pour la réalisation du projet d'insertion,
- Situation administrative déclarée différente de la situation réelle,
- Absence en commission,

Après chaque réunion de comité local, les secrétariats établissent un relevé des propositions sur le montant de l'aide, sa nature, son objet ainsi qu'un compte-rendu statistique synthétique des propositions.

Ces documents sont adressés au Président du Conseil départemental (Pôle Solidarité Départementale, Direction Enfance Famille, SIPEIJ) pour décisions.

Le secrétariat du comité local du FDAJ notifie par écrit la décision du Président du Conseil départemental au demandeur et au référent dans les meilleurs délais.

Article 8 : conditions de versement de l'aide et suspension

L'aide est versée en contrepartie de l'engagement du bénéficiaire à poursuivre le projet d'insertion jusqu'à son terme, sauf en cas d'attribution d'une aide pour répondre à des besoins immédiats.

Si l'engagement du jeune n'est pas tenu, le comité compétent peut proposer au Président du Conseil départemental la suspension de l'aide. Elle sera notifiée dans les meilleurs délais par écrit par le secrétariat du comité à l'intéressé et au référent.

Aucune nouvelle aide ne peut être accordée si un prêt précédemment accordé fait l'objet d'un défaut de remboursement.

Les aides non réclamées par les bénéficiaires, ou celles dont l'objectif ne s'est pas concrétisé, font l'objet d'une annulation validée par les comités locaux, dans le délai :

- d'un mois pour l'aide à la subsistance,
- de trois mois pour toutes les autres aides.

Article 9 : modalités de versement de l'aide

L'aide financière est, en principe, versée directement au jeune.

Elle peut néanmoins être versée à un tiers identifié dans le projet d'insertion.

Le prêt doit être utilisé lorsque l'accès à une autonomie financière est garanti. Les conditions de remboursement du prêt sont définies en commission et tiennent compte de la situation personnelle du jeune.

Un point de situation des prêts en cours est effectué lors de chaque réunion du comité d'attribution.

La transformation des prêts en secours ne pourra être qu'exceptionnelle. Les comités locaux proposeront cette transformation au Président du Conseil départemental après avoir apprécié la situation, compte tenu d'événements nouveaux et imprévisibles survenus postérieurement à la décision initiale.

Les aides sont attribuées dans la limite de 600 € par trimestre et pour une durée maximum de trois mois. Néanmoins si le motif de la demande est lié à une dépense nécessaire pour la mise en œuvre du projet d'insertion professionnelle (Ex : achat d'un véhicule 2 roues, réparation d'un véhicule...) et que le montant de l'aide attribuée atteint la limite de 600 € mais le jeune ayant bénéficié de ce soutien, se trouve en difficulté dans sa vie quotidienne, une nouvelle demande d'aide à la subsistance et seulement à la subsistance pourra être sollicitée avant la fin du délai des 3 mois selon l'évaluation faite par le référent.

Pour un couple dont chacun des membres est susceptible de répondre aux conditions d'attribution du FDAJ, le cumul des aides à la subsistance du couple ne pourra dépasser le montant trimestriel maximum de 600 €.

Le renouvellement de l'aide est subordonné à un réexamen de la situation du bénéficiaire par le comité local d'attribution, selon les mêmes modalités que pour une première demande.

Article 10 : la décision d'urgence

Le secrétariat du comité local est habilité à engager les aides en urgence dans la limite d'un plafond de 200 €.

L'aide urgente à la subsistance, est accordée au prorata du nombre de jours restant à courir jusqu'à la prochaine réunion du comité local, à raison de 50 € par semaine et dans la limite de 200 €.

Au-delà d'une demande d'aide en urgence de 100 €, l'accord du Conseil départemental doit être sollicité.

Le dossier est présenté au comité qui suit immédiatement la décision d'attribution de l'aide en urgence.

Article 11 : dispositions particulières

Lorsque l'aide est destinée :

- ✓ au financement d'un permis de conduire :

L'aide maximale de 600 € ne pourra être accordée que si l'obtention du permis de conduire est directement liée aux nécessités de déplacement dans l'emploi (attestation, promesse d'embauche de l'employeur à fournir) et/ou à des problèmes de déplacement en secteur rural freinant l'insertion du jeune (absence de transport en commun à proximité immédiate notamment).

Il sera tenu compte des aides auxquelles peut prétendre le demandeur (Conseil Régional, Mairies, autres organismes...).

- ✓ à l'achat de vêtements nécessaires à la réalisation d'un projet d'insertion professionnelle :

Un devis doit être joint à la demande. L'aide octroyée peut être versée directement au fournisseur.

Article 12 : comité locale territorialement compétent

Le comité local chargé d'examiner la demande d'aide est celui du domicile du jeune sauf dérogation exceptionnelle résultant de l'accord entre les structures d'accueil du département du Cantal (Missions locales).

Le domicile est le lieu d'habitation au moment de la demande.

Dans le cas des demandes d'aide pour débiter une formation ou accéder à un emploi, le Fond départemental d'aide aux jeunes de la zone de résidence avant le départ est compétent pour la première demande.

Le jeune devra ensuite, en cas de besoin, s'adresser à la structure compétente de son lieu de formation ou de travail.

Titre 3 : les mesures d'accompagnement

Article 13 : conditions de mise en œuvre

Les mesures d'accompagnement sont déterminées dans le projet présenté avec la demande d'aide financière, et validées par le référent qui fait appel aux dispositifs d'insertion sociale et professionnelle du département.

Le référent s'assure des conditions de réalisation de ce projet.

Titre 4 : dispositions finales

Article 14 : délais et voies de recours

Toute décision relative aux aides susceptibles d'être attribuées aux jeunes peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental dans un délai de deux mois puis, en cas de confirmation de cette décision ou en l'absence de réponse dans le délai de deux mois à compter de la réception de la demande, d'une saisine du Tribunal administratif dans le délai de deux mois. L'usager peut également saisir directement ce Tribunal sans exercer de recours gracieux.

Les courriers de notification de toute décision devront ainsi comporter la mention suivante :

« Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental dans le délai de deux mois à compter de la date du présent courrier (ou de la date de réception de ce dernier, la preuve du cachet de la Poste devant être fournie). En cas de confirmation de cette décision ou en l'absence de réponse dans le délai de deux mois à compter de la réception de la demande, le Tribunal Administratif pourra être saisi d'un recours contentieux dans un délai de deux mois. Le Tribunal Administratif pourra également être saisi directement sans exercer de recours gracieux préalable. »

Article 15 : modalités de révision du présent Règlement Intérieur

Le présent règlement vient modifier celui initialement adopté par la Commission Permanente le 24 avril 2015. Cette révision fait l'objet d'une adoption par la délibération du 28 octobre 2022.



Dans l'hypothèse où le présent règlement aura besoin d'être à nouveau actualisé, la révision ne pourra se faire qu'en vertu d'une nouvelle délibération de la Commission Permanente.

Délibération du 28/10/2022

Le Président du Conseil départemental,
Monsieur Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-21

Appel à projets "Assistance technique REACT EU 2022"

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAÏDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAÏZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives notamment au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, et au Fonds européen agricole pour le développement rural ;

Vu le Règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;

Vu le Règlement (UE, Euratom) n° 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union ;

Vu l'Accord de Partenariat adopté le 8 août 2014 qui valide le champ d'intervention de la programmation 2014-2020 des fonds européens structurels et d'investissement (FESI) : le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen agricole de développement rural (FEADER) et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) ;

Vu le Règlement (UE) n° 2020/2094 du Conseil du 14 décembre 2020 établissant un instrument de l'Union européenne pour la relance en vue de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ;

Vu le Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen pour l'emploi et l'inclusion en métropole validé par la Commission Européenne le 10 octobre 2014 ;

Vu l'Accord Cadre entre l'Etat et l'Assemblée des Départements de France pour la mobilisation du Fonds Social Européen en faveur de l'Inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté ;

Vu la convention de subvention globale au titre du programme opérationnel national pour l'emploi et l'inclusion en métropole n°201700014 signée par le Préfet de Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Président du Conseil départemental et rendue exécutoire le 31 mai 2018 ;
Vu l'avenant n° 3 à la convention de subvention globale n°201700014 adopté lors du Comité de programmation régional du 19 novembre 2021 ;

- **APPROUVE** l'appel à projets « Assistance technique REACT EU 2022 - CD Cantal » tel que joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au suivi de l'appel à projets.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

APPEL À PROJETS FSE

Subvention globale au titre du programme opérationnel national pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole N°201700014

Axe 6 : « Appuyer la mise en œuvre des crédits REACT UE et évaluer leur impact »

Le Conseil départemental du Cantal est organisme intermédiaire du FSE pour la période de programmation européenne 2014-2020. À ce titre, il lance un appel à projets interne pour assurer le pilotage et la gestion des crédits REACT EU.

Le présent document expose les grands principes de la mise en œuvre de cet appel à projet qui doit s'inscrire dans le département du Cantal.

La demande de concours est obligatoirement à remplir et à déposer sur le site « Ma-Démarche-FSE », dans l'entrée consacrée à la programmation 2014-2020 avant le 25 novembre 2022.

Adresse du site : <https://ma-demarche-fse.fr/demat/>

Libellé sur le site ma-démarche-fse : **Cantal Axe6**

Attention : aucune demande adressée par voie postale ne pourra être considérée comme recevable et les demandes déposées sur Ma-Démarche-FSE dans une mauvaise rubrique ne seront pas transmises au service gestionnaire.

1 – CONTEXTE

L'appel à projets décrit ci-après s'inscrit dans la mobilisation des crédits de relance pour favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et pour préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie et dans les priorités de la stratégie départementale dans le domaine de l'emploi et de l'insertion socioprofessionnelle.

Ce présent appel à projet vise à financer les missions d'assistance technique nécessaire à la bonne gestion du Programme Opérationnel National FSE à l'échelle du territoire du Cantal. Conformément aux indications de la DGEFP, cet appel à projet est ouvert uniquement aux services du Conseil départemental qui assume les responsabilités d'Organisme Intermédiaire pour la gestion de l'Axe 6 du PON FSE.

Dans le cadre de l'axe 6 du PON-FSE « Assistance technique REACT-EU », le Département, en vertu de son statut d'organisme intermédiaire, est doté d'une enveloppe d'assistance technique pour couvrir partiellement les frais qu'il engage pour la gestion des opérations liées à l'axe 5. Cette enveloppe prévisionnelle forfaitaire s'élève à 31 570 €.

2 – CONTENU DE L'APPEL A PROJETS

2.1. Objet de l'appel à projets

Cet appel à projet vise à la réalisation de l'objectif spécifique de l'axe 6 du PON FSE « Appuyer la mise en œuvre des crédits REACT-EU et évaluer leur impact » :

- lancement des appels à projet ;
- information, animation, appui aux bénéficiaires ;
- réception, recevabilité et instruction des dossiers ;
- programmation et sélection ;
- notification aux bénéficiaires, établissement, signature des conventions ;
- suivi de l'exécution des opérations ;
- veille et contrôle du recueil des données relatives aux indicateurs des opérateurs ;
- contrôle de service fait, dont visites sur place en cours d'exécution ;
- paiement des aides aux bénéficiaires et suivi des recouvrements le cas échéant ;
- classement et archivage des dossiers.

2.2. Bénéficiaire éligible

Conformément aux indications de la DGEFP, cet appel à projet est ouvert uniquement aux services du Conseil départemental qui assume les responsabilités d'Organisme Intermédiaire.

2.3. Durée de l'opération

Cet appel à projets est ouvert à des opérations se déroulant sur une durée maximale de 12 mois comprise entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2022. Il est important de noter que les projets clos ne sont pas éligible au présent appel à projet. Cette période pourra éventuellement être prolongée par voie d'avenant jusqu'au 31/12/2023 après accord de l'AGD

2.4. Localisation de l'opération

Toutes les opérations doivent être localisées dans le département du Cantal.

3 – ASPECTS FINANCIERS

3.1. Taux de cofinancement maximal

Le taux de cofinancement peut atteindre un maximum de 100%.

3.2. Dépenses éligibles

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

- Sont prises en compte les dépenses conformément à l'article 65 du règlement UE n°1303/2013 du 17 décembre 2013 et à l'article 13 du règlement UE n°1304/2013 du 17 décembre 2013 applicables aux Fonds structurels et d'investissement européens (« Fonds ESI ») ainsi que les dispositions spécifiques nationales.
- Les dépenses présentées dans les demandes de subvention doivent également répondre à toutes les règles posées par le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 et par l'arrêté du 8 mars 2016 modifié par l'arrêté du 25 janvier 2017. Les dépenses présentées peuvent être pour partie des dépenses de prestation.

La forfaitisation des coûts évite à un bénéficiaire de devoir justifier les dépenses déclarées à partir de pièces comptables (factures, justificatifs d'acquittement, etc.), permettant ainsi de diminuer la charge administrative liée aux différents niveaux de contrôle. Elle permet également de sécuriser ce type de dépenses. L'application du taux forfaitaire sera appréciée par le service gestionnaire en fonction des éléments transmis par le porteur de projet lors du dépôt de la demande ou lors de la phase d'instruction.

La subvention FSE n'est versée qu'après réalisation et justification des dépenses.

4 – MODALITES DE DEPOT, RECEVABILITE ET SELECTION

La date limite de réponse à cet appel à projet est fixée au 25 novembre 2022. Le projet fera l'objet d'un examen sur sa recevabilité. Il portera sur la complétude du dossier et fera éventuellement l'objet de demandes complémentaires.

Les opérations devront se conformer aux critères de sélection fixés par le PON FSE et contribuer à atteindre les objectifs fixés par ce programme. Seules les opérations d'appui aux structures sont éligibles.

Toutes les candidatures doivent être saisies OBLIGATOIREMENT sur le site internet: <https://ma-demarche-fse.fr/demat/> (entrée « accéder à la programmation 2014-2020 »). Les pièces à joindre doivent être scannées et téléchargées sur la plateforme « Ma-Démarche-FSE ». Les différents documents et informations relatifs aux étapes du parcours, aux procédures de paiements, et toutes autres pièces nécessaires, sont disponibles sur « Ma démarche FSE ».

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-22

Avenant n° 1 - Convention cadre triennale de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et l'Association Unis-Cités Auvergne-Rhône-Alpes

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAÏZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD04-13 du Conseil départemental du 17 septembre 2021 approuvant la convention-cadre triennale de partenariat 2021-2024 entre le Conseil départemental et l'association Unis-Cité Auvergne-Rhône-Alpes et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre et l'approbation des avenants annuels modificatifs ;

- **APPROUVE** le projet d'avenant n° 1 à la convention de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et l'association Unis-Cité Auvergne-Rhône-Alpes dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

AVENANT À LA CONVENTION-CADRE TRIENNALE (2021 – 2024) DE PARTENARIAT ENTRE LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL ET L'ASSOCIATION UNIS-CITÉ AUVERGNE-RHÔNE-ALPES PERIODE 2022 - 2023

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Le Conseil départemental du Cantal, dont l'adresse est 28 avenue Gambetta, 15 015 Aurillac Cedex, représenté par Monsieur Bruno FAURE, en sa qualité de Président du Conseil départemental, dûment habilité à l'effet des présentes,

ci-après dénommée « Conseil départemental », d'une part,

ET

Unis-Cité Auvergne-Rhône-Alpes, Association Loi 1901, numéro d'identification SIRET n° 398 191 569 00217, dont le siège social est situé 293 rue André Philip Lyon 3^e, représentée par Pierre DELTEIL en sa qualité de Président et par délégation, Romain CARRIER responsable Auvergne, dûment habilité à signer les présentes,

ci-après dénommées « Unis-Cité », d'autre part,

Article 1 — Objet

Le présent avenant a pour objet de préciser les conditions d'accueil de vingt volontaires services civiques sur la période 2022 – 2023 conformément à la convention-cadre triennale (2021 – 2024) signée le 22 novembre 2021 entre le Conseil départemental du Cantal et l'Association Unis-Cité Auvergne-Rhône-Alpes (jointe au présent avenant).

Article 2 — Durée

Cet avenant couvre la session annuelle 2022 – 2023.

Article 3 — Engagements d'Unis-Cité

3.1. Réalisation du projet

Conformément à l'article 3 de la convention-cadre triennale, Unis-Cité s'engage à accompagner 20 jeunes âgés de 16 à 25 ans en équipe sur des actions de proximité à destination des habitants du Cantal. Ceux-ci sont encadrés par des professionnels d'Unis-Cité. Ces jeunes consacreront 8 mois de leur vie aux autres dans le cadre du service civique, dispositif extrêmement efficace pour renforcer leur l'esprit d'engagement et de citoyenneté tout en favorisant leur insertion sociale et professionnelle, et ce, à raison de 4 jours par semaine, dont une journée dédiée à la coordination du projet.

Au titre de la session annuelle 2022 – 2023, 20 jeunes seront mobilisés :

- 8 pour lutter contre la fracture numérique et l'isolement des personnes âgées.
- 8 pour promouvoir la citoyenneté et le bien-vivre ensemble dans les collèges.

- 4 pour sensibiliser à l'environnement en tant qu'ambassadeurs de l'écologie / de la transition énergétique et écologique.

3.2 Autres engagements

Les autres engagements d'Unis-Cité cités dans l'article 3.2 de la convention-cadre triennale restent applicables.

Article 4 — Engagements du Conseil Départemental

Les engagements du Conseil Département cités dans l'article 4 de la convention-cadre triennale restent applicables.

Article 5 — Conditions financières

Au titre de la session 2022 – 2023, conformément au plan de financement joint en annexe 1, une subvention d'un montant de 24 500 € est allouée.

Les conditions complémentaires précisées à l'article 5 de la convention-cadre triennale restent applicables.

Article 6 — Modalités de paiement

Pour la session 2022 – 2023, la subvention départementale sera versée en 2 temps :

- Une avance de 50 % du montant de la subvention annuelle début 2023.
- Le solde de la subvention à la fin de la session annuelle 2022 – 2023, sur présentation du bilan à la certification du service fait effectué par les services du Conseil départemental au regard de l'exécution réelle de la prestation en conformité avec les exigences formulées par la collectivité dans la convention-cadre triennale.

Article final :

Toutes les clauses de la convention initiale demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

Fait en deux exemplaires originaux,
Fait à le 2022

Responsable AUVERGNE

Unis-Cité Auvergne-Rhône-Alpes

Conseil départemental du Cantal

Le Président

Mathieu LASSABLIÈRE

Bruno FAURE

ANNEXE 1 — PLAN DE FINANCEMENT

BUDGET PRÉVISIONNEL					
20 volontaires, 4 jours/semaine, année 2022 - 2023					
CHARGES			PRODUITS		
Mobilisation des jeunes volontaires sur le projet	327 051 €	74%	Etat via l'Agence du Service Civique	97 534 €	
Indemnités principales des jeunes	78 334 €	46%	Indemnités principales des jeunes	78 334 €	
Recrutement des volontaires et lien avec l'Agence du Service Civique	6 471 €	4%	Financement pour le tutorat des jeunes	10 000 €	
Encadrement des volontaires	21 398 €	13%	Financement pour la formation civique et citoyenne	3 200 €	
Formation Projet des volontaires	3 033 €	2%			
Indemnités complémentaires des volontaires	17 816 €	10%	Fonds Social Européen	10 000 €	
Coordination et moyens dédiés au projet	24 322 €	14%	Conseil Départemental du Cantal	24 500 €	
Coconstruction locale du projet	2 638 €	2%	CAF Cantal	12 000 €	
Pilotage et animation locale du projet	2 638 €	2%	Financements privés	26 974 €	
Evaluation du projet, bilan	2 380 €	1%			
Communication, valorisation	2 004 €	1%			
Frais spécifiques au projet : frais de transport, moyens matériels	14 671 €	9%			
Accompagnement complémentaire des jeunes : tremplin citoyen et professionnel	9 276 €	5%			
Formation Civique et Citoyenne des volontaires	3 417 €	2%			
Préparation à l'après Service Civique et Coaching professionnel des volontaires	5 859 €	3%			
Coûts indirects	10 350 €	6%			
Sous-total des charges	171 009 €	100%	Sous-total des produits	171 008 €	
Charges en nature			Produits en nature		
	0 €	0%		0 €	
	0 €	0%		0 €	
Sous-total des charges en nature	0 €	0%	Sous-total des produits en nature	0 €	
TOTAL DES CHARGES	171 008 €	100%	TOTAL DES PRODUITS	171 008 €	

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-23

**Restauration : Attribution d'une subvention exceptionnelle au collège
Georges Bataille de Riom-ès-Montagnes**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°20CD05-11 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le protocole de remplacement des agents techniques des collèges ;

Considérant que le collège Georges Bataille de Riom-ès-Montagnes a dû recourir à un prestataire extérieur de restauration faute de candidat pour remplacer le cuisinier absent ;

Considérant le surcoût de 1 251,72 € ainsi occasionné pour le collège ;

- ATTRIBUE au collège Georges Bataille de Riom-ès-Montagnes une subvention de 1 251,72 €.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 65888 fonction 221 du budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-24

Equipement en commun des agriculteurs - Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°1511 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016 approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°17CP02-12 de la Commission Permanente du 17 février 2017, adoptant le dispositif en faveur de l'équipement en commun des agriculteurs ;

Vu la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2022 en faveur de l'agriculture ;

Vu les dossiers sélectionnés par le Comité de sélection FEADER du 19 septembre 2022 ;

- **DECIDE** d'accorder des subventions à 62 CUMA pour un montant total de 291 959,09 € pour l'acquisition de matériels selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération.

Ces subventions relèvent du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader).

Le montant global des dépenses ainsi engagées, qui s'élève à 291 959,09 €, sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 20421, fonction 928 du Budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Nom de la CUMA Adresse du siège social	Nom et adresse du Président	Matériels	Date autorisation début de travaux	Taux	Coût Total (en €)	Coût Raisonné FEADER (en €)	Montant total des aides (en €)	Part FEADER (en €)	Subvention CR (en €)	Assiette éligible CD15	Taux CD15	Subvention CD15 (en €)
CUMA 2000 Le Chaurmel 15700 PLEAUX	Sylvain GASQUET Loudes 15700 BARRIAC LES BOISQUETS	Achat d'un tracteur	25/03/2022	50%	146 000,00	146 000,00	73 000,00	45 995,99	19 010,01	80 000,00	10,00%	8 000,00
CUMA CAT DEL PUET Meiré 15600 MAURS	Jérôme VIGIER Genière 15600 MAURS	Achat d'une épaveuse	04/03/2022	45%	30 500,00	30 500,00	13 725,00	8 646,74	2 539,13	30 500,00	8,33%	2 539,13
CUMA DE CARLAT VEZAC Meiré 15130 VEZAC	Jean-François BRUEL Combèdes 15130 ARPAGON SUR CERRE	Achat d'une tonne à lisier	07/03/2022	55%	70 000,00	70 000,00	38 500,00	24 255,00	7 422,50	70 000,00	10,18%	7 422,50
CUMA DE CONTIVAL Meiré 15290 PARLAN	Eric LAVERGNE Mans 15290 PARLAN	Achat d'une balayeuse, d'un enfonce piquet et d'une caisse pour camion bétailière	24/03/2022	50%	29 600,00	28 592,50	14 296,25	9 006,62	2 644,82	28 592,50	9,25%	2 644,81
CUMA DE LA CHAPELLE LAURENT Meiré 15500 LA CHAPELLE LAURENT	Hervé JOB Challac 15500 LA CHAPELLE LAURENT	Achat d'une benne, d'un épandeur de chaux et d'un épandeur d'engrais	31/03/2022	50%	49 610,00	49 610,00	24 805,00	15 627,14	4 585,93	49 610,00	9,25%	4 585,93
CUMA DE LA CHATAIGNERIE Meiré 15600 SAINT ETIENNE DE MAURS	Norbert LACALUMONTIE Faignes 15600 BOISSET	Achat d'un groupe de fauche (1 faucheuse avant et 1 faucheuse arrière)	21/03/2022	50%	28 500,00	28 500,00	14 250,00	8 971,50	2 635,25	28 500,00	9,25%	2 635,25
CUMA DE LA GROIX BLANCHE Meiré 15500 RAGEADE	Jean-Pierre TERRISSE Le Cros 15500 RAGEADE	Achat d'une charneuse déchaumeuse et d'une pièce d'arbre	10/03/2022	50%	44 150,00	44 150,00	22 075,00	13 907,24	4 083,88	44 150,00	9,25%	4 083,88
CUMA DE LA MOULEGRE Meiré 15600 BOISSET	Sébastien LACASSAGNE Le Fau-Haut 15600 BOISSET	Achat d'une benne, d'une vis à grain et d'un combiné de semis	31/03/2022	50%	74 100,00	66 500,00	33 250,00	20 947,50	6 151,25	66 500,00	9,25%	6 151,25
CUMA DE LA PLANEZE Meiré de Paulhenc 15300 VALLEJOIS	Gilles NEGRIER Le Bourg 15300 VALLEJOIS	Achat d'un broyeur forestier et d'une bétailière	28/03/2022	50%	42 000,00	42 000,00	21 000,00	13 230,00	3 885,00	42 000,00	9,25%	3 885,00
CUMA DE LA RIVIERE Meiré 15130 YTRAC	Laurent DELCORT 19 Rue de la Meiré 15250 SAINT PAUL DES LANDES	Achat d'une enrubanneuse, d'une fauche conditionneuse, d'un épandeur à chaux et d'un fendeur	25/03/2022	50%	85 013,00	85 013,00	42 506,50	26 779,09	7 863,71	80 000,00	9,83%	7 863,70
CUMA DE LA ROCHE POINTUE Fosse 15400 MENET	Frédéric DUVAL Le Gour 15400 VALETTE	Achat d'une tonne à lisier et d'un semoir à sem direct	30/03/2022	50%	109 500,00	109 500,00	54 750,00	34 492,49	12 257,51	80 000,00	10,00%	8 000,00

Nom de la CUMA Adresse du siège social	Nom et adresse du Président	Matériels	Date autorisation début de travaux	Taux	Coût Total (en €)	Coût Raisonné FEADER (en €)	Montant total des aides (en €)	Part FEADER (en €)	Subvention CR (en €)	Assiette éligible CD15	Taux CD15	Subvention CD15 (en €)
CUMA DE LA RODE Mairie 15100 SOULAGES	Anthony JOB Le Bourg 15500 CELOUX	Achat d'un tracteur et d'un groupe de fauche	25/03/2022	50%	214 500,00	214 500,00	107 250,00	67 567,49	31 682,51	80 000,00	10,00%	8 000,00
CUMA DE LA SOULANE Mairie 15310 SAINT ILIDE	Jean-Marc FLEYS 24 Rue de la Gare 15310 SAINT ILIDE	Achat d'une épaveuse, d'une benne, d'un tracteur et d'un couloir de contention	31/03/2022	50%	222 300,00	222 203,15	111 101,57	69 993,98	33 107,59	80 000,00	10,00%	8 000,00
CUMA DE LA VALLEE DU MARS Mairie 15380 LE FALGOUX	Gaëtan ROCHE Le Bourg 15380 LE VAULMIER	Achat d'un couloir de contention	31/03/2022	45%	13 350,00	13 350,00	6 007,50	3 784,71	1 111,40	13 350,00	8,33%	1 111,39
CUMA DE LA VIGNE Mairie 15600 LEYNHAC	Oliver CROS Puechmirou 15600 LEYNHAC	Achat d'une remorque porte engin et d'un ententez plaix	31/03/2022	50%	30 450,00	30 450,00	15 225,00	9 591,74	2 816,63	30 450,00	9,25%	2 816,63
CUMA DE L'ARCUEIL Espazilles 15500 SAINT MARY LE PLAIN	Marc PHILIBERT Chazeaux 15500 BONNAC	Achat d'un retourneur d'andain pour les fourrages	15/03/2022	55%	10 500,00	10 500,00	5 775,00	3 636,24	1 068,38	10 500,00	10,18%	1 068,38
CUMA DE L'EAU VIVE GVA de Meurs 15600 MAURS	Rémi LACALMONTIE Le Noyer 15600 MAURS	Achat d'une bineuse	25/03/2022	45%	11 985,00	11 985,00	5 383,25	3 397,74	997,76	11 985,00	8,32%	997,75
CUMA DE MARMANHAC Mairie 15250 MARMANHAC	Jean-Louis PRAX Requjan 15250 LAROCQUEVIELLE	Achat d'un semoir à maïs et d'une bineuse	28/03/2022	50%	45 200,00	45 200,00	22 600,00	14 236,00	4 181,00	45 200,00	9,25%	4 181,00
CUMA DU MOURJOU Mairie 15340 PUZYCAPEL	Benoit ESPEYSSIE Lacan de Mourjou 15340 PUZYCAPEL	Achat d'un déchaumeur, d'une herse rotative, d'un combiné de fauche et d'une borne à lisier	31/03/2022	50%	94 400,00	94 400,00	47 200,00	29 735,99	9 464,01	80 000,00	10,00%	8 000,00
CUMA DE PAULHAC Mairie 15430 PAULHAC	Géraud CASSANHES La Peyre 15430 PAULHAC	Achat d'une tonne à lisier	23/03/2022	45%	50 500,00	50 500,00	22 725,00	14 316,74	4 204,13	50 500,00	8,33%	4 204,13
CUMA DE PIERREFORT Mairie 15230 PIERREFORT	Michel PIGNOL La Besède 15230 CEZENS	Achat d'un rouleau avec semoir	31/03/2022	55%	28 000,00	28 000,00	15 400,00	9 702,00	2 849,00	28 000,00	10,18%	2 849,00
CUMA DE RIGNAC Rignac 15400 RIOM ES MONTAGNES	Laurent CHAUVET Rignac 15400 RIOM ES MONTAGNES	Achat d'un tracteur	07/03/2022	50%	130 500,00	130 500,00	65 250,00	41 107,49	16 142,51	80 000,00	10,00%	8 000,00
CUMA DE SAINT ETIENNE DE CARLAT Mairie 15130 SAINT ETIENNE DE CARLAT	Laurent MEALLET Lessalet 15130 CARLAT	Achat d'une remorque porte engin et d'un nettoyeur haute pression	17/03/2022	50%	18 866,05	14 500,00	7 250,00	4 567,50	1 341,25	14 500,00	9,25%	1 341,25

Nom de la CUMA Adresse du siège social	Nom et adresse du Président	Matériels	Date autorisation début de travaux	Taux	Coût Total (en €)	Coût Raisonnable FEADER (en €)	Montant total des aides (en €)	Part FEADER (en €)	Subvention CR (en €)	Assiette éligible CD15	Taux CD15	Subvention CD15 (en €)
CUMA DE SAINT ETIENNE DE CHOMEL Mairie 15400 SAINT ETIENNE DE CHOMEL	Géraud DUMAS Chavalac 15400 SAINT ETIENNE DE CHOMEL	Achat d'une bétailière et d'un distributeur d'engrais avec levo sac	09/03/2022	50%	22 500,00	22 500,00	11 250,00	7 087,50	2 081,25	22 500,00	9,25%	2 081,25
CUMA DE SAINT REMY DE CHAUDDES AGUES Mairie 15110 SAINT REMY DE CHAUDDES AGUES	Christophe ANDOQUE Longeville 15110 SAINT REMY DE CHAUDDES AGUES	Achat d'un plateau fourrage et d'un enceinte peaux	10/03/2022	50%	21 600,00	21 600,00	10 800,00	6 804,00	1 988,00	21 600,00	9,25%	1 988,00
CUMA DE SAINT URIZANE Mairie 15110 SAINT URICZE	Remi BARRES Montémas 15110 SAINT URICZE	Achat d'un broyeur de branches et d'un enceinte peaux	29/03/2022	50%	29 600,00	29 600,00	14 800,00	9 324,00	2 738,00	29 600,00	9,25%	2 738,00
CUMA DE TRENOUILLES Mairie 15120 LADINHAC	Pascal MAZARS Carnos 15120 LADINHAC	Achat d'une benne	28/03/2022	50%	16 040,00	16 040,00	8 020,00	5 052,60	1 483,70	16 040,00	9,25%	1 483,70
CUMA DES CRETES La Boie des Puchts 15120 JUNHAC	Benoit GUY Aubeyssire 15120 JUNHAC	Achat d'un rouleau, d'une épaveuse, d'un parc de contention et d'un épandeur à chaux	29/03/2022	55%	58 090,00	58 090,00	31 949,50	20 128,17	5 910,67	58 090,00	10,18%	5 910,66
CUMA DES HAUTS PLATEAUX Le Bru 15600 LEYNHAC	Cyrille GINALHAC Le Bru 15600 LEYNHAC	Achat d'une charme et d'un rouleau	24/03/2022	55%	43 000,00	43 000,00	23 650,00	14 886,50	4 375,25	43 000,00	10,18%	4 375,25
CUMA DES JONQUILLES Le Bourg 15190 CHANTERELLE	Benjamin PALLUT Le Bourg 15190 CHANTERELLE	Achat d'un plateau fourrage, d'une benne et d'un distributeur d'engrais	15/03/2022	50%	75 500,00	75 500,00	37 750,00	23 782,50	6 983,75	75 500,00	9,25%	6 983,75
CUMA DES LANDES Mairie 15130 YTRAC	Daniel BARDY Bosmejo 15130 SAINT PAUL DES LANDES	Achat d'un tracteur	07/02/2022	55%	85 200,00	85 200,00	46 860,00	29 521,79	9 339,21	80 000,00	10,00%	8 000,00
CUMA DES MONTS DU CEZALLER Rascoupet 15160 LANDEYRAT	Ludovic LEVAYS 9 Rue de Valmont 15160 ALLANCHE	Achat d'une herse régénératrice	24/03/2022	45%	13 990,00	13 990,00	6 295,50	3 956,15	1 164,68	13 990,00	8,33%	1 164,67
CUMA DES PENTES BOISEES Mairie 15120 JUNHAC	Christophe CASTANER Les gringras 15120 JUNHAC	Achat d'une charme, d'un pulvérisateur et d'un enceinte peaux	17/03/2022	55%	40 721,00	40 721,00	22 386,55	14 109,82	4 143,37	40 721,00	10,17%	4 143,36
CUMA DES PERPIGNARDS Mairie 15220 SAINT MAMET LA SALVETAT	Syvain VOLPIHAC La Palasse 15220 SAINT MAMET LA SALVETAT	Achat d'un épandeur à fumer	03/03/2022	45%	38 000,00	38 000,00	17 100,00	10 773,00	3 163,50	38 000,00	8,33%	3 163,50
CUMA DES PINS Mairie 15320 CLAVIERES	Jean-Michel VIGIER La Bugère 15320 CLAVIERES	Achat d'une tome à lisier et d'une pailleuse	31/03/2022	50%	58 295,00	58 295,00	29 147,50	18 382,91	5 392,30	58 295,00	9,25%	5 392,29

Nom de la CUMA Adresse du siège social	Nom et adresse du Président	Matériels	Date autorisation début de travaux	Taux	Coût Total (en €)	Coût Raisonnable FEADER (en €)	Montant total des aides (en €)	Part FEADER (en €)	Subvention CR (en €)	Assiette éligible CD15	Taux CD15	Subvention CD15 (en €)
CUMA DES TIROBETTO Mairie 15150 SIRAN	Anthony CALMEANE Espinet 15150 SAINT GERONS	Achat d'une épareuse et d'un déchaumeur à dents	29/03/2022	50%	39 400,00	39 400,00	19 700,00	12 411,00	3 644,50	39 400,00	9,25%	3 644,50
CUMA DES TROIS CROIX Mairie 15220 SAINT ANTOINE	Jérôme CALMON Les Vallées 15220 SAINT ANTOINE	Achat d'un épandeur à fumier et d'un semoir mécanique	07/03/2022	50%	46 500,00	46 500,00	23 250,00	14 647,50	4 301,25	46 500,00	9,25%	4 301,25
CUMA DES TROIS GRANGES Mairie 15400 APOCHON	Christophe DUVAL Les Adres 15400 APOCHON	Achat d'un tracteur, d'une faucheuse et d'une presse à bales rondes	31/03/2022	50%	195 050,00	195 050,00	97 525,00	61 440,74	28 084,26	80 000,00	10,00%	8 000,00
CUMA DES TROIS L Mairie 15130 SAINT ETIENNE DE CARLAT	Laurent MEULET Lasserat 15130 CARLAT	Achat d'une hense étile avec semoir, d'un pulvérisateur et d'une rampe à pendillards	22/03/2022	55%	73 989,20	73 989,20	40 694,06	25 637,25	7 529,41	73 989,20	10,17%	7 528,40
CUMA DES VOLCANS Mairie 15230 SAINT MARTIN SOUS VIGOURLOUX	Sébastien AJALBERT Le Bourg 15230 SAINT MARTIN SOUS VIGOURLOUX	Achat d'un tractopelle	17/03/2022	50%	70 000,00	70 000,00	35 000,00	22 050,00	6 475,00	70 000,00	9,25%	6 475,00
CUMA DICET LA-BAS Rue des Agals 15100 SAINT FLOUR	Mathieu DOUET Le Cheyret 15170 REZENTIÈRES	Achat d'une épareuse, d'un vallet de ferme et d'un porte engin	31/03/2022	50%	71 600,00	68 826,00	34 414,50	21 681,13	6 366,69	68 826,00	9,25%	6 366,68
CUMA DU BOURGNOUX Mairie 15290 ROUMÉGOUX	Lionel VIDAL Valadou 15290 ROUMÉGOUX	Achat d'un couloir de contention et d'une panneuse de jiquet sur chargeur	30/03/2022	50%	24 460,00	24 460,00	12 245,00	7 714,34	2 265,33	24 460,00	9,25%	2 265,33
CUMA DU CALVAIRE Mairie 15110 SAINT MARTIAL	Nicolas ROUX Gros 15260 NEUVÉGLISE SUR TRUYÈRE	Achat d'une enfonce pieux	18/03/2022	50%	10 000,00	10 000,00	5 000,00	3 150,00	925,00	10 000,00	9,25%	925,00
CUMA DU CHALVET Mairie 15110 FRIDEFONT	François FRASSE Le Puch 15110 FRIDEFONT	Achat d'une tonne à lisier et d'un combiné de presse ensilubarnage	07/03/2022	50%	121 825,00	121 825,00	60 912,50	38 374,87	14 537,63	80 000,00	10,00%	8 000,00
CUMA DU CHÂTEAU Mairie 15160 ALLANCHE	Jérôme FOURNAL La Grange de Chevanon 15160 ALLANCHE	Achat d'une épareuse et d'une bétailère	18/03/2022	45%	34 635,76	34 635,76	15 986,09	9 919,22	2 883,44	34 635,76	8,33%	2 883,43
CUMA DU MONZOLA Mairie 15380 ANGLARDS DE SALERS	Jean-Pierre MEYNAL La Thollière 15200 SALINS	Achat d'un tractopelle	14/03/2022	55%	81 000,00	81 000,00	44 550,00	28 066,49	8 483,51	80 000,00	10,00%	8 000,00
CUMA DU MOULIN DE RATIER Pouélys 15600 SAINT SAINTIN DE MAURS	Denis CAHORS Bouis 15600 MONTMURAT	Achat d'un épandeur à fumier, d'une épareuse et d'un broyeur	29/03/2022	45%	54 400,00	52 906,12	23 807,75	14 998,87	4 404,44	52 906,12	8,33%	4 404,44

Nom de la CUMA Adresse du siège social	Nom et adresse du Président	Matériels	Date autorisation début de travaux	Taux	Coût Total (en €)	Coût Raisonné FEADER (en €)	Montant total des aides (en €)	Part FEADER (en €)	Subvention CR (en €)	Assiette éligible CD15	Taux CD15	Subvention CD15 (en €)
CUMA DU PAYS DE SAINT CERNIN ESAT D'Angigny 15310 FREIX ANGLARDS	Jacques PHILIP Roussy 15310	Achat d'une bétailière et d'une faucheuse	30/03/2022	50%	58 600,00	58 600,00	29 300,00	18 459,00	5 420,50	98 600,00	9,25%	5 420,50
CUMA DU PED DE POULE Le Bourg 15190 LAGARDE	Marc DEROLUCHY Le Mas 15400 MARCHASTEL	Achat d'une pelle, d'une bétailière et d'une berne	30/03/2022	55%	167 700,00	167 700,00	92 235,00	58 108,04	26 125,96	80 000,00	10,00%	8 000,00
CUMA DU PLATEAU DE SALERS Mairie 15140 SALERS	Jean-Pierre LAFEUILLE Chebrenière 15140 SALERS	Achat d'un camion bétailière	23/03/2022	45%	15 930,00	15 930,00	7 168,50	4 516,15	1 326,18	15 930,00	8,32%	1 326,17
CUMA DU PLATEAU DOURZEUX Mairie 15310 SAINT CERNIN	Friedric DUFOUR Castronnes 15230 JUSSAC	Achat d'une remorqueuse de pierres	18/03/2022	50%	75 000,00	75 000,00	37 500,00	23 625,00	6 937,50	75 000,00	9,25%	6 937,50
CUMA DU PONT DESTRIABIER Mairie 15230 PAULHENC	Pierre CHASSANG Moulings 15230 PAULHENC	Achat d'une épareuse	22/03/2022	45%	22 000,00	22 000,00	9 900,00	6 237,00	1 831,50	22 000,00	8,33%	1 831,50
CUMA DU PONT DU VIGEAN Mairie 15200 LE VIGEAN	Guillaume SERRE 4 Boulevard Morthyon 15200 MAURIAC	Achat d'une benne	28/03/2022	50%	28 500,00	28 500,00	14 250,00	8 977,50	2 638,25	28 500,00	9,25%	2 638,25
CUMA DU PUECH DU MONTEIL Mairie 15230 PIERREFORT	Patrice BOS Souliard 15230 PIERREFORT	Achat d'une charue	23/03/2022	55%	27 300,00	27 300,00	4 411,61	2 779,30	816,16	8 021,10	10,18%	816,15
CUMA DU PUY DE BANES Mairie 15800 PALHEROLS	Pierre MODENEL Nouvelle 15230 NARNHAC	Achat d'un régénérateur de graine	28/03/2022	50%	38 813,00	38 813,00	19 406,50	12 226,09	3 590,21	38 813,00	9,25%	3 590,20
CUMA DU PUY DE PAGROS Mairie 15100 ANDELAT	Fabrice BEC Sebeuge 15100 ANDELAT	Achat d'une herse étrille, d'une benne à lisier et d'un déchaumeur à dents	29/03/2022	50%	116 300,00	116 300,00	58 150,00	36 634,49	13 515,51	80 000,00	10,00%	8 000,00
CUMA DU PUY FIGUER Mairie 15380 ANGLARDS DE SALERS	Jean-François MARTIN NOILLE Le Mèrial 15380 ANGLARDS DE SALERS	Achat d'un épandeur à fumier	10/03/2022	50%	25 500,00	25 500,00	12 750,00	8 032,50	2 369,75	25 500,00	9,25%	2 369,75
CUMA DU ROCHER DES COSTES Mairie 15320 LORCIERES	Jérémy ROCHE Chol 15320 CLAVIERES	Achat d'un tracteur et d'une benne à lisier	31/03/2022	55%	172 600,00	172 600,00	94 930,00	59 805,89	27 124,11	80 000,00	10,00%	8 000,00
CUMA DU RUISSEAU Mairie 15120 JUNHAC	Tony CASTANER Le Puech 15120 LABESSERETTE	Achat d'un tracteur	04/03/2022	55%	120 000,00	120 000,00	66 000,00	41 579,99	16 420,01	80 000,00	10,00%	8 000,00

Nom de la CUMA Adresse du siège social	Nom et adresse du Président	Matériels	Date autorisation début de travaux	Taux	Coût Total (en €)	Coût Raisonné FEADER (en €)	Montant total des aides (en €)	Part FEADER (en €)	Subvention CR (en €)	Assiette éligible CD15	Taux CD15	Subvention CD15 (en €)
CUMA DU THERON DE PRUNET Trémoulins 15130 PRUNET	Patrick BROMET La Vente 15130 PRUNET	Achat d'une tonne à lisier	23/03/2022	50%	75 500,00	75 500,00	37 750,00	23 782,50	6 983,75	75 500,00	9,25%	6 983,75
CUMA DU VENAZES Le Bourg 15120 JUNHAC	Eric MAS Caulzières 15120 JUNHAC	Achat d'une faucheuse conditionneuse	17/03/2022	50%	21 000,00	21 000,00	10 500,00	6 615,00	1 942,50	21 000,00	9,25%	1 942,50
CUMA DU VEYRE Mairie 15600 MAURS	Bégamin SEYROLLES Le Bois de l'Elang 15600 MAURS	Achat d'une tonne à lisier, d'un grappin coupeur et d'une balayeuse	31/03/2022	50%	84 350,00	84 350,00	42 175,00	26 570,24	7 802,38	80 000,00	9,75%	7 802,38
TOTAL					3 954 043,01	3 917 428,83	1 982 465,63	1 255 252,97	445 253,57	3 051 267,68		291 959,09

* Variation du taux d'intervention départemental afin de respecter le taux fixe de l'aide publique de la mesure 4.1.3 du Feader « Soutien aux investissements pour le développement des CUMA » compte tenu des aides apportées parallèlement par la Région et le Feader.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-25

Programme Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Communauté de communes du Pays de Salers

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAÏDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAÏZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.3211-1 ;

Vu la délibération n°21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés « Petites Villes de Demain » et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Vu la délibération n°21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » ;

Considérant le plan de financement présenté par le maître d'ouvrage ;

- **ATTRIBUE** à la Communauté de communes du Pays de Salers une subvention de 3 600 € pour l'étude intitulée « Etude de besoins Petite-Enfance approfondie sur le secteur de Pleaux », soit 50 % d'une dépense prévisionnelle de 7 200 € TTC.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention-type de financement correspondante.

Les fonds correspondants seront imputés sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 65734 fonction 74 du Budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-26

Programme Petites Villes de Demain - Attribution et annulation de subvention à la Commune de Mauriac

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAÏZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.3211-1 ;
Vu la délibération n°21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés « Petites Villes de Demain » et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;
Vu la délibération n°21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » ;

Considérant le plan de financement présenté par le maître d'ouvrage ;

- **ANNULE** la délibération n°22CP01-31 du 28 janvier 2022 de la Commission Permanente du Conseil départemental attribuant une subvention de 18 000 € à Commune de Mauriac pour l'étude intitulée « Etude de diagnostic du centre-bourg ».

- **ATTRIBUE** à la Commune de Mauriac une subvention de 22 710 € pour l'étude intitulée « Etude de diagnostic du centre-bourg », soit 50 % d'une dépense prévisionnelle de 45 420 € TTC.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention-type de financement correspondante.

Les fonds correspondants seront imputés sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 65734 fonction 74 du Budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-27

Programmation complémentaire FCA+ 2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD06-10 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le dispositif d'aides dénommé Fonds Cantal Animation+ ainsi que les modalités et conditions d'attribution ;

- ATTRIBUE une subvention pour un montant de 1 500 € au titre du Fonds Cantal Animation+ à l'Ecole Christian Vabret pour l'accueil du championnat de France de sculpture sur glace.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-28

Fonds Cantal Animation

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAÏDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAÏZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD06-10 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le dispositif d'aides dénommé Fonds Cantal Animation ainsi que les modalités et conditions d'attributions ;

-ATTRIBUE des subventions aux manifestations ou associations locales dans dix cantons pour un montant global de 23 856 € au titre du Fonds Cantal Animation. Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL ANIMATION
Commission Permanente du 28 octobre 2022

Bénéficiaires	Objet	Subvention en €
CANTON D'ARPAJON SUR CERE		
Association des commerçants de Montsalvy	organisation de rencontres musicales	1 000
Aurillac Country Dance 15	organisation du 12e week-end Country les 1er et 2 octobre 2022 à Arpajon-Sur-Cère	300
Syndicat des éleveurs de bovins limousins du Cantal	organisation du concours interrégional à GAP les 15 et 16 octobre 2022	300
Lafeuillade Animation	organisation de la Fête des Potirons du Pays de Montsalvy le 16 octobre 2022	300
CANTON D'AURILLAC 2		
Association Bastissem à Orlhac	aménagement et équipement de la Maison des cultures occitanes	1 000
APE de l'Ecole de Belbex	fonctionnement	500
Association Savalaure	élaboration d'un nouveau projet artistique	500
Association Peuple et Culture Cantal	organisation du Festival Zoom Chili en janvier 2023	750
Aurillac Volley Club	fonctionnement	500
Les Restos du Cœur	fonctionnement	500
Secours Populaire Français - Fédération du Cantal	fonctionnement	500
Centre Social de Marmiers	fonctionnement	1 000
Association A.V.F. Accueil des Villes Françaises	organisation d'un marché de Noël le 3 décembre 2022 à Aurillac	250
Le Vélo Montagnard	fonctionnement	500
CANTON D'AURILLAC 3		
Association Les Amis du Lycée Emile Duclaux	fonctionnement	200
Association Bastissem à Orlhac	aménagement et équipement de la Maison des cultures occitanes	1 000
Comité départemental Cycliste du Cantal	organisation de la 32e Semaine Cantalienne Juniors-Séniors en 2022	170
Association Peuple et Culture Cantal	organisation du Festival Zoom Chili en janvier 2023	750
Association Savalaure	élaboration d'un nouveau projet artistique	500
Association A.V.F. Accueil des Villes Françaises	organisation d'un marché de Noël le 3 décembre 2022 à Aurillac	250
La Cantalienne Association Omnisports Section Basket	fonctionnement	300
CANTON DE MAURS		
Association Via Ligure	organisation de la 6e édition des Musicales du Pays de Maurs en 2022	300
Vélo Club Maursois	organisation de différentes courses	300
Groupeement de Développement Agricole de Maurs	fonctionnement	150
APE de l'école de Saint-Mamet	organisation d'un voyage à Saint-Urcize	500
Comité des fêtes de Maurs	organisation de la fête 2022	500
Pétanque de l'Estantade	aménagement de cinq terrains supplémentaires	336
Talents d'ici et d'ailleurs	organisation du marché d'art et d'artisanat de Marcolès 2022	300

Association Via Ligure	participation au projet de balisage de Chemin des Hospitaliers Conques Rocamadour	600
Association du Critérium de Marcolès	organisation du critérium de Marcolès en Châtaigneraie en 2022	900
CANTON DE MURAT		
Ski Club du Lioran	mise en sécurité du stade des gardes sur la station du Lioran	500
Association LE CLAP15	acquisition de matériel	200
CANTON DE NAUCELLES		
Cercle des Collectionneurs du Cantal	organisation de la 38e édition du Salon des Collectionneurs le 25 septembre 2022	150
US Bessoise	acquisition de projecteurs	600
CANTON DE NEUVEGLISE SUR TRUYERE		
OMJS de Saint-Flour	organisation d'un séjour citoyen de découverte à Paris pour le Conseil Intercommunal des Jeunes	400
Les Roseaux du Lander	organisation des 40 ans du club	500
Association Villageoise l'Orciéroise	organisation de la fête villageoise les 30 et 31 juillet 2022	500
Association Cantalienne des Amis de la Lecture	réalisation du projet "La verte traversée" en septembre 2022	300
CANTON DE RIOM ES MONTAGNES		
Association Vie et Montagnes	organisation d'une course de 24 heures le 18 novembre 2022 en soutien aux enfants malades	500
Comice laitier du Haut Cantal	organisation du comice laitier en août 2022 à Condat	500
CANTON DE SAINT-FLOUR 2		
Ecole Saint-Joseph	organisation d'un voyage scolaire "Sport et Nature" en mai 2022 pour les classes CE1 et CE2	200
Ecole Louis Thioleron	organisation d'une classe de mer avec les élèves de CE2 et du dispositif ULIS	200
Collège Saint-Joseph	organisation d'un voyage pédagogique à Paris en mai 2022 pour les élèves de 3ème	200
APE de l'Ecole Hugo-Vialatte	organisation d'un voyage scolaire pour les élèves du CE2 au CM2	200
APE Ecole de Besserette	fonctionnement 2022	200
OMJS de Saint-Flour	organisation d'un séjour citoyen de découverte à Paris pour le Conseil Intercommunal des Jeunes	450
Vélo Club du Pays de Saint-Flour	participation et préparation de Jade Tarrisse au Championnat de France Avenir 2022	200
Plaisir de Lire	organisation du salon	500
Association pour l'Animation du Pays de Pierrefort	organisation du festival Caillou Costaud 2022	1 000
ACCA de Villedieu	rénovation du local de chasse	1 000
CANTON DE SAINT-PAUL DES LANDES		
Comice Salers de Laroquebrou	organisation des manifestations 2022	300
Association Savalaure	fonctionnement	300
TOTAL		23 856,00

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-29

Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- DECIDE d'attribuer les subventions suivantes :

- 2 000 € pour l'association des Cadets de la Gendarmerie Nationale du Cantal ;
- 225 € pour l'association CATAPULTE ;
- 500 € pour l'association Familles Rurales du pays d'Aurillac ;
- 1 000 € pour le Comice Salers du Pays d'Aurillac.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-30

Investissements liés à la diversification agricole - Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°1511 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016 approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°17CP02-12 de la Commission Permanente du 17 février 2017 adoptant le dispositif en faveur des investissements liés à la diversification ;

Vu la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2021 en faveur de l'agriculture ;

Vu les dossiers sélectionnés par le Comité de sélection Feader du 13 septembre 2022 ;

- **DECIDE** d'accorder des subventions à 3 agriculteurs pour un montant total de 23 596,16 € pour la réalisation d'investissements liés à la diversification selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération.

Ces subventions relèvent du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader).

Le montant des dépenses ainsi engagées qui s'élève à 23 596,16 € sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 20422, fonction 928 du Budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE

Nom ou Raison sociale	Adresse	CP	Commune	Intitulé de l'opération	Date de décision d'investissement des dépenses	Taux	Coût total (en €)	Assiette retenue Feader (en €)	Montant total des aides (en €)	Part Feader (en €)	Assiette éligible CD15 (en €)	Taux CD15*	Subvention Région (en €)	Subvention CDT5 (en €)
Pierre SOUCHAIRE	5 allée des Coudercs	15220	SANT-MAMET-LA-SALVETAT	Production de myrtilles Bio	13/02/2021	50%	132 779,30	183 507,79	91 750,89	57 603,05	183 507,79	9,25%	16 973,93	16 973,91
Sophie SANTOS MORO	Vaur	15120	LABESSERETTE	Création d'une activité de maraîchage bio et plantation de petits fruits et de châtaignes	19/05/2022	50%	53 595,87	53 595,87	26 797,93	16 882,68	53 595,87	9,25%	4 957,63	4 957,62
EARL AURIKAK NATURE	3 rue des Barrières Auriac	15320	VAL D'ARCOMIE	Plantation de Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales	30/05/2022	48%	18 940,56	18 940,56	8 998,02	5 668,75	18 940,56	8,79%	1 664,64	1 664,63
TOTAL														
							268 315,73	256 038,22	127 546,84	80 334,48	256 038,22		23 596,20	23 596,16

* Variation du taux d'intervention afin de respecter le taux fixe d'aides publiques des mesures 4.1.4 du Feader « Aides à la diversité des productions agricoles » compte tenu des aides apportées parallèlement par la Région et le Feader à ces projets.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-31

Développement de l'Agriculture Biologique - Subvention à l'Association BIO 15

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°1511 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016 approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°17CP08-09 de la Commission Permanente du 27 octobre 2017, adoptant le dispositif de soutien au développement de l'Agriculture Biologique ;

Vu la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017/2021 en faveur de l'agriculture ;

- **DECIDE** d'accorder à l'Association BIO 15, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 AURILLAC, une subvention d'un montant de 3 000 € pour la mise en oeuvre de son programme de promotion et de communication des productions et des produits biologiques pour l'année 2022. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 6 000 € TTC.

Cette aide est allouée sur la base du régime cadre exempté de notification n° SA 39677 relatif aux aides aux actions de promotion des produits agricoles, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n°702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1^{er} juillet 2014, dont la validité a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2022 par décision modificative SA 5941.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574, fonction 928 du Budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-32

Collèges : répartition de la dotation de fonctionnement pour l'année 2023

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 22CD03-24 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 fixant le montant de la dotation prévisionnelle affectée aux collèges publics du département pour 2023 et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer le montant des dotations de fonctionnement revenant à chaque collège ;

- **VALIDE** la répartition de la dotation de fonctionnement des collèges publics du département pour l'année 2023 conformément aux critères mentionnés en annexe 1 et selon la répartition figurant en annexe 2 de la présente délibération, pour un montant global de 2 092 267 € pour les 22 collèges publics.

- **ATTRIBUE** à l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté d'Aurillac une aide spécifique de 2 822 € au titre de l'année 2023 pour les trente quatre collégiens scolarisés dans cet établissement.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65511 nature 221 fonction 65 du budget départemental.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE 1

CRITERES DE REPARTITION DE LA DOTATION DE FONCTIONNEMENT POUR 2023

ACTIVITES PEDAGOGIQUES

53 € par élève, auxquels il convient d'ajouter éventuellement 30 € par élève des sections sportives et spécialisées, et 30 € par élève des Sections d'Enseignement Général et Professionnel Adapté (SEGPA)

ADMINISTRATION ET LOGISTIQUE

VIABILISATION

- Fuel, gaz bois et électricité : prise en compte des dépenses prévisionnelles de l'année civile 2022
- Eau : coût moyen sur les trois dernières années

Réseaux de chaleur : prise en charge directe par la collectivité pour les sept collèges concernés.

ENTRETIEN

- 0,12 € par m² de surface pondérée (surfaces chauffées et extérieures),
- contrats : revalorisés à l'indice officiel ICHT-M.

CHARGES GENERALES

- 64 € par élève.

DOTATIONS FORFAITAIRES COMPLEMENTAIRES

strate 1 : jusqu'à 100 élèves : 14 500 €

strate 2 : de 101 à 110 élèves : 11 500 €

strate 3 : de 111 à 130 élèves : 10 500 €

strate 4 : de 131 à 150 élèves : 9 100 €

strate 5 : de 151 à 180 élèves : 6 500 €

strate 6 : de 181 à 300 élèves : 4 500 €

strate 7 : plus de 301 élèves : 2 800 €

RECETTES ISSUES DE LA RESTAURATION

Sur la demi-pension: nombre de repas x 33 centimes

Sur l'internat: nombre de jours x 2,5 €

Nombre de tickets élèves x 33 centimes

Nombre de tickets personnels INM < 416 x 30 centimes

Nombre de tickets personnels INM ≤ 529 x 50 centimes

Nombre de tickets personnels INM > 529 x 60 centimes

ANNEXE 2

NOM COLLEGE	DOTATION DE FONCTIONNEMENT ANNEE 2022	DOTATION DE FONCTIONNEMENT ANNEE 2023
Collège MAURICE PESCHAUD à Allanche	65 582 €	82 039 €
Collège JEANNE DE LA TREILHE à Aurillac	99 332 €	107 079 €
Collège JULES FERRY à Aurillac	181 960 €	200 718 €
Collège LA JORDANNE à Aurillac	102 950 €	94 549 €
Collège LA PONETIE à Aurillac	125 734 €	138 066 €
Collège LOUIS PASTEUR à Chaudes Aigues	73 715 €	84 062 €
Collège GEORGES POMPIDOU à Condat	40 330 €	44 526 €
Collège VAL DE CERE à Laroquebrou	91 487 €	99 053 €
Collège PIERRE GALERY à Massiac	61 422 €	90 148 €
Collège DU MERIDIEN Mauriac	104 424 €	112 773 €
Collège PORTES DU MIDI à Maurs	70 165 €	78 816 €
Collège MARCELLIN BOULE à Montsalvy	68 789 €	60 975 €
Collège GEORGES POMPIDOU à Murat	53 516 €	65 824 €
Collège GORGES DE LA TRUYERE à Pierrefort	82 643 €	102 057 €
Collège RAYMOND CORTAT à Pleaux	64 356 €	63 512 €
Collège GEORGES BATAILLE à Riom es Montagnes	54 510 €	64 068 €
Collège HENRI MONDOR à St Cernin	61 186 €	70 785 €
Collège BLAISE PASCAL à St Flour	94 885 €	109 972 €
Collège LA VIGIERE à St Flour	117 373 €	171 736 €
Collège JEAN DAUZIE Saint Mamet	110 700 €	123 296 €
Collège JEAN DE LA FONTAINE à Vic sur Cère	46 749 €	47 965 €
Collège GEORGES BRASSENS à Ydes	78 017 €	80 248 €
TOTAL	1 849 825 €	2 092 267 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-33

Prélèvements sur le budget restauration des collèges publics

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAÏDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAÏZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°22CD03-06 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 donnant délégation à la Commission Permanente pour les questions relatives au fonctionnement des collèges ;

- DECIDE pour 2023 le maintien du prélèvement de 1,25 % sur les recettes encaissées auprès des familles pour alimenter le Fonds Commun des Services d'Hébergement, ainsi que le maintien du prélèvement de 22,5 % sur la part des recettes encaissées par l'établissement public local d'enseignement auprès des usagers des services de restauration et de l'internat (hors commensaux) et devant être reversé au Conseil départemental.

- DECIDE pour 2023 de fixer le taux de charges communes du service de restauration, d'une part dans une fourchette de 15 à 25 % des recettes en ce qui concerne la demi-pension et les commensaux et d'autre part, de 30 à 35 % en ce qui concerne l'internat

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-34

Fonds commun des Services d'Hébergement

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD06-07 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour la répartition du Fonds Commun des Services d'Hébergement ;

-ATTRIBUE au titre de la répartition 2022 du Fonds Commun des Services d'Hébergement les subventions suivantes :

ETABLISSEMENT	INTERVENTION	MONTANT TTC	SUBVENTION
Collège Louis Pasteur Chaudes Aigues	réparation d'un lave-vaisselle	784,80 €	549 €
Collège Jules Ferry Aurillac	achat d'un batteur mélangeur	6 600,00 €	4 620 €
TOTAL			5 169 €

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-35

Tarifs de restauration des collèges publics pour l'année 2023

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article R.531-52 du Code de l'éducation relatif à la fixation des prix de restauration scolaire ;
Vu la délibération n°22CP06-31 de la Commission Permanente du 17 juin 2022 validant le taux d'augmentation ainsi que les seuils mini et maxi à appliquer aux différents tarifs de restauration des collèges publics pour 2023 ;

- **VALIDE** les tarifs de restauration pour 2023 de chacun des vingt-deux collèges publics du département tels qu'ils figurent en annexe de la présente délibération.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

TARIFS ELEVES 2023

collège	demi-pension		repas au ticket		Internat 4 nuits		3 nuits	nuitée élève	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2023	nuitée	forfait
Allanche	518,40	550,80	4,00	4,30					
La Ponétie	508,00	544,00	4,20	4,46					
la Jordanne	508,00	544,00	3,75	3,98					
Jeanne de la T	530,00	562,00	4,32	4,58					
Jules Ferry	531,00	567,00	4,39	4,65	1 296,00	1 377,00		0,00	
haudes Aigue	513,00	544,00	3,60	3,82	0,00			4,18	
Condat	522,00	559,80	4,13	4,42	1 314,00	1 394,00		3,15	
Laroquebrou	525,60	561,60	4,14	4,42					
Massiac	508,00	544,00	4,25	4,51	1 267,20	1 344,00			
Mauriac	533,22	565,21	4,38	4,65	1 314,73	1 393,61			
Mauris	535,00	568,00	4,25	4,55					
Montsalvy	508,57	545,40	3,90	4,15					
Murat	522,00	554,40	4,09	4,34					
Pierrefort	531,00	567,00	3,87	4,14	1 314,00	1 393,20	1 215,00	6,8 / 5,55	
Pleaux	532,97	564,95	4,24	4,50					
Riom es M	508,00	548,00	4,38	4,65	1 290,00	1 380,00		9,38	
Saint Cernin	522,00	558,00	4,10	4,40					
Blaise Pascal	509,40	545,40	4,39	4,65	1 290,60	1 371,60			
La Vigière	514,80	550,80	4,25	4,55					
Saint Mamet	532,80	567,00	4,35	4,65			1 215,00	9,13	
Vic sur Cère	513,30	551,80	3,55	3,80					
Ydes	520,40	552,60	3,94	4,18					

TARIF DES COMMENSAUX 2023

collège	tarif 1 indice <= 416		tarif 2 indice <= 529		tarif 3 indice > 529	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Allanche	3,15	3,35	4,4	4,7	5,12	5,45
La Ponétie	2,96	3,14	4,2	4,46	4,86	5,16
la Jordanne	2,85	3,03	3,9	4,14	4,8	5,09
Jeanne de la T	2,94	3,12	4,37	4,64	5,33	5,65
Jules Ferry	3,05	3,25	4,4	4,7	5,62	5,96
haudes Aigue	2,81	2,98	3,89	4,13	4,8	5,09
Condat	3,2	3,43	4,44	4,72	5,3	5,68
Laroquebrou	3,33	3,55	4,14	4,42	5,26	5,62
Massiac	3,25	3,45	4,25	4,51	5,25	5,6
Mauriac	3,38	3,59	4,43	4,7	5,53	5,92
Mauris	3,27	3,5	4,45	4,72	5,62	5,96
Montsalvy	2,9	3,1	3,9	4,15	4,8	5,1
Murat	3,06	3,27	4,44	4,71	5,12	5,43
Pierrefort	3,1	3,3	4,45	4,72	5,2	5,55
Pleaux	2,99	3,17	4,24	4,5	5,31	5,63
Riom es M	3,36	3,57	4,43	4,7	5,45	5,78
Saint Cernin	2,9	3,1	4,2	4,5	5,25	5,6
Blaise Pascal	3,2	3,4	4,45	4,72	5,5	5,9
La Vigière	3,09	3,3	4,4	4,7	5,53	5,92
Saint Mamet	3,16	3,41	4,2	4,53	5,18	5,59
Vic sur Cère	2,95	3,15	4,3	4,6	5,05	5,4
Ydes	2,83	3	4,28	4,54	4,97	5,27

AUTRES TARIFS 2023

collège	hôte de passage		petit-déjeuner		rep amél	rep gast	nuitée		goûter
	2022	2023	2022	2023	2023	2023	étab	Ext	2023
Allanche	6,9	7,4							
La Ponétie	4,86	5,16							
la Jordanne	7,63	7,63 / 8							
Jeanne de la T	6,60	7,00							
Jules Ferry	6	6,4							
haudes Aigue	6	6,36	1,15	1,21		10,6	8	9,33	
Condat	7,33	7,63	1,2	1,28	9,9		7	9,2	0,50
Laroquebrou	4,14 / 6,10	4,42 / 6,55							
Massiac	7,5	7,5	1,5	1,5					
Mauriac	7,63	7,63	1	1,08			8,1	11,3	
Mauris	6,80	7,30							
Montsalvy	5,8	6,15							
Murat	6,12	6,61				18			
Pierrefort	6,6	7,63	1,12	1,5	11			12	

Pleaux	5,31 / 6,79	5,63 / 7,20						
Riom es M	7,63	7,63	1,18	1,27				
Saint Cernin	7	7,5						
Blaise Pascal	6,6	7,1	1,67	1,8	13,5		8,6	11,9
La Vigière	7,22	7,63						
Saint Mamet	7,6	7,6	3,92 (repas du soir et petit déjeuner)	4,23 (repas du soir et petit déjeuner)				
Vic sur Cère	6,2	6,65		0,9				
Ydes	7,30	7,63					0	

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-36

Collège public du Val de Cère de Laroquebrou - Modification des limites séparatives

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAIDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Sylvie LACHAIZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

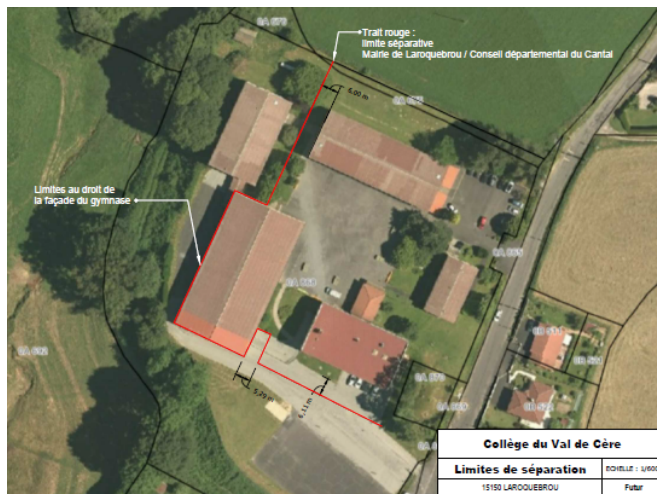
Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L1321-3 ;
Vu la circulaire NOR : INTB8900144C du 9 mai 1989 relative à la désaffectation des biens des écoles élémentaires, des collèges, des lycées et des établissements d'éducation spécialisée ;
Vu l'avis du conseil d'administration du collège du Val de Cère de Laroquebrou du 30 avril 2021 ;

- **PROPOSE** de fixer les limites séparatives du collège Val de Cère afin que la Commune puisse mener à bien un projet de création de city stade comme suit :



- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à saisir Monsieur le Préfet afin qu'il prononce la désaffectation d'une partie de la parcelle A868 et propose sa rétrocession au profit de la Commune de Laroquebrou.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 28 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N°22CP09-37

**Garantie d'emprunt présentée par l'office public de l'habitat du Cantal - Cantal Habitat -
1 505 000 euros - Réhabilitation de 156 logements situés Cité de Canteloube à Aurillac**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit octobre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 octobre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Didier ACHALME donne procuration à Mme Marina BESSE, M. Jamal BELAÏDI donne procuration à M. Gilles COMBELLE, M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Sylvie LACHAÏZE donne procuration à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Les représentants du Département membres du C.A. de Cantal Habitat se retirent et ne participent pas au vote (Isabelle LANTUEJOL, Jamal BELAÏDI, Marina BESSE, Marie-Hélène CHASTRE, Mireille LEYMONIE, Valérie SEMETEYS).

Par 24 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les articles L.3231-4 et L.3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Vu la délibération n° 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de pouvoir au Président du Conseil départemental en matière d'emprunts, de trésorerie et d'instruments de couverture ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15000 Aurillac, par mail en date du 6 octobre 2022, tendant à obtenir la garantie partielle du Département à hauteur de 752 500 € pour un emprunt d'un montant total de 1 505 000 € à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réhabilitation de 156 logements situés cité de Canteloube à Aurillac ;

Considérant le contrat de prêt n°139854 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 505 000 € souscrit par l'Office Public de l'Habitat du Cantal, Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°139854, constitué d'une ligne de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 % est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, jointe en annexe de la présente délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 03-11-2022

Transmission Préfecture : 02-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 139854

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Projet de contrat n° 30 - page 1/22
Contrat de prêt n° 139854 Emprunteur n° 000278343

MJ
Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

1/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY BP 10423 15004 AURILLAC CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PRO090-FR0068 V3.33 Page 2/22
Contrat de prêt n° 118854 Emprunteur n° 000278343

MJ

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

2/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

Formule EPICASS V3.53 / 14/06/2022
Contrat de prêt n° 1386458 Emprunteur n° 000276343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes
LM

3/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération AURILLAC CANTELOUBE REHABILITATION PG 12/16, Parc social public, Réhabilitation de 156 logements situés CITE DE CANTELOUBE 15000 AURILLAC.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million cinq-cent-cinq mille euros (1 505 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant d'un million cinq-cent-cinq mille euros (1 505 000,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

M.J.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

5/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » (**PAM**) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité Limitée** » (**DL**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Paraphes

LM

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

6/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **21/12/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

PROCES-VERBAUX V.0.35 page 7/22
Contrat de prêt n° 13864 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

7/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)
 - Attestation caractère définitif permis construire

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

- toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,

Paraphes

LM 

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes @caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

8/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « **DAT** », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt** » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

PROCES VERBAUX V3 15 - Page 4/22
Contrat de prêt n° 13867 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

9/22

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5497656			
Montant de la Ligne du Prêt	1 505 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	2,6 %			
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %			
Phase d'amortissement				
Durée	20 ans			
Index ¹	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt ²	2,6 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			


1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PRO006-PR0068 V3.33 page 10/22
 Contrat de prêt n° 13864 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
 65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
 auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr
 @BanqueDesTerr

Paraphes
 LM 

10/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

FORMULAIRE PRÊT N° 13 - page 11/22
Contrat de prêt n° 13867 Emprunteur n° 000276343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

Paraphes
LM 

11/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Échéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Échéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Paraphes

LM

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13

auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

12/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Échéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.


ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

Paraphes

LM 

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

14/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Paraphes

LM

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

15/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

PR0000-PR0008 V3.33 Page 16/22
Contrat de prêt n° 139854 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesregions.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

16/22



ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE D'AURILLAC	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Paraphes

LM



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(ouvent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

La confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

PRO006-FR0068 V3.33 page 18/22
Contrat de prêt n° 138804 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

18/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article «**Déclarations et Engagements de l'Emprunteur**», ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Paraphes

LM

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

19/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières** de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM 

20/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

PRONOS-CP2016A V1.03
Contrat de prêt n° 1388444 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

21/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 06/10/2022

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Le Directeur Général,

Nom / Prénom : Hervé PINGET

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :


cantal
HABITAT

Le, 26 OCT. 2022

Pour la Caisse des Dépôts,

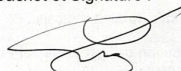
Civilité : Ludovic MERCIER

Nom / Prénom : Directeur Territorial

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :





BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U113080, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 139854, Ligne du Prêt n° 5497656

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A Aurillac, le 06/12/2022

Prénom et nom Le Directeur Général,

Qualité Hervé PINGET

Cachet et signature de l'Emprunteur



Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr



Edité le : 21/09/2022

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 139854 / N° de la Ligne du Prêt : 5497656
Opération : Réhabilitation
Produit : PAM

Capital prêté : 1 505 000 €
Taux actuariel théorique : 2,60 %
Taux effectif global : 2,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	21/09/2023	2,60	97 455,72	58 325,72	39 130,00	0,00	1 446 674,28	0,00
2	21/09/2024	2,60	97 455,72	59 842,19	37 613,53	0,00	1 386 832,09	0,00
3	21/09/2025	2,60	97 455,72	61 398,09	36 057,63	0,00	1 325 434,00	0,00
4	21/09/2026	2,60	97 455,72	62 994,44	34 461,28	0,00	1 262 439,56	0,00
5	21/09/2027	2,60	97 455,72	64 632,29	32 823,43	0,00	1 197 807,27	0,00
6	21/09/2028	2,60	97 455,72	66 312,73	31 142,99	0,00	1 131 494,54	0,00
7	21/09/2029	2,60	97 455,72	68 036,86	29 418,86	0,00	1 063 457,68	0,00
8	21/09/2030	2,60	97 455,72	69 805,82	27 649,90	0,00	993 651,86	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Edité le : 21/09/2022

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	21/09/2031	2,60	97 455,72	71 620,77	25 834,95	0,00	922 031,09	0,00
10	21/09/2032	2,60	97 455,72	73 482,91	23 972,81	0,00	848 548,18	0,00
11	21/09/2033	2,60	97 455,72	75 393,47	22 062,25	0,00	773 154,71	0,00
12	21/09/2034	2,60	97 455,72	77 353,70	20 102,02	0,00	695 801,01	0,00
13	21/09/2035	2,60	97 455,72	79 364,89	18 090,83	0,00	616 436,12	0,00
14	21/09/2036	2,60	97 455,72	81 428,38	16 027,34	0,00	535 007,74	0,00
15	21/09/2037	2,60	97 455,72	83 545,52	13 910,20	0,00	451 462,22	0,00
16	21/09/2038	2,60	97 455,72	85 717,70	11 738,02	0,00	365 744,52	0,00
17	21/09/2039	2,60	97 455,72	87 946,36	9 509,36	0,00	277 798,16	0,00
18	21/09/2040	2,60	97 455,72	90 232,97	7 222,75	0,00	187 585,19	0,00
19	21/09/2041	2,60	97 455,72	92 579,03	4 876,69	0,00	94 986,16	0,00
20	21/09/2042	2,60	97 455,80	94 986,16	2 469,64	0,00	0,00	0,00
Total			1 949 114,48	1 505 000,00	444 114,48	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 2,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

1 505 000 euros, soit un montant garanti de 752 500 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 28 octobre 2022,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, dont le siège est 10 rue Pierre Marty, 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 28 octobre 2022, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt de 1 505 000 € soit 752 500 €, devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer la réhabilitation de 156 logements situés cité de Canteloube à Aurillac, (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°139854).

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

L'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU
CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE